

Information  
sur le marché  
du travail

**imt**

# Emploi

**Perspectives sectorielles  
du marché du travail  
au Québec, 2000-2004**

Information  
sur le marché  
du travail

imt

# **Perspectives sectorielles du marché du travail au Québec, 2000-2004**

par André Grenier  
économiste

## Avant-propos

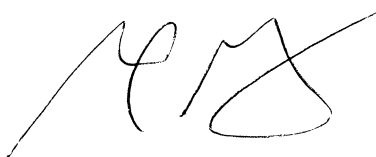
---

*Perspectives sectorielles du marché du travail au Québec, 2000-2004* est une étude destinée à soutenir la planification de l'intervention d'Emploi-Québec. Elle servira à la réalisation de perspectives professionnelles du marché du travail à l'horizon 2004. Elle a aussi pour but d'alimenter les travaux d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de programmes en matière d'emploi et de développement de la main-d'œuvre.

Ce document est également un outil d'information sur les tendances futures du marché du travail pour les partenaires d'Emploi-Québec ainsi que pour les personnes et les organismes qui se préoccupent de la problématique de la main-d'œuvre et de l'emploi.

Il cherche à circonscrire l'évolution, pour la période de 2000 à 2004, des principaux indicateurs du marché du travail (population active, emploi, chômage, taux d'activité, taux de chômage et taux d'emploi) ainsi que de l'emploi par secteur d'activité économique. Dans un premier temps, une revue de l'évolution de l'économie à l'échelle internationale est faite à partir d'une revue de la documentation des principaux organismes internationaux (publications de l'Organisation de coopération et de développement économiques, du Fonds monétaire international). L'estimation de la croissance économique provient du plus récent scénario de prévisions de moyen terme du Conference Board du Canada pour le Québec. Une évaluation des grands paramètres du marché du travail ainsi que de l'emploi sectoriel est ensuite réalisée à l'aide d'un modèle économétrique créé pour Emploi-Québec par le Conference Board. Les estimations sont ajustées pour tenir compte de l'information disponible. Elles font ensuite l'objet d'une consultation auprès des économistes régionaux d'Emploi-Québec en poste dans toutes les régions du Québec.

Le directeur de la planification et de  
l'information sur le marché du travail



Bernard Matte

---

## Remerciements

---

La réalisation de cette étude a été le fruit du travail concerté de plusieurs personnes sans lesquelles elle n'aurait pu être menée à terme. La documentaliste de la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail, Nicole Lamy, a été d'une aide précieuse pour la recherche documentaire. Le personnel des services économiques du Conference Board du Canada a créé à la demande d'Emploi-Québec un modèle économétrique de moyen terme permettant la réalisation de perspectives sectorielles du marché du travail québécois avec un horizon de cinq ans. Les travaux d'économétrie ont été réalisés à l'aide de ce nouveau modèle par le personnel des services économiques du Conference Board, en collaboration avec Lassad Damak, économètre de la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec.

Le scénario a été soumis pour consultation aux économistes d'Emploi-Québec dans les diverses régions du Québec, qui l'ont enrichi de leurs précieux commentaires. Ils ont en outre participé à la réalisation du volet régional des perspectives sectorielles. Les lecteurs peuvent d'ailleurs s'adresser à eux pour obtenir de l'information sur les perspectives d'emploi dans leurs régions respectives. Ces personnes sont :

|                     |                               |
|---------------------|-------------------------------|
| Alain Demers        | Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine |
| Louis-Mari Rouleau  | Bas-Saint-Laurent             |
| Yves Lefrançois     | Québec                        |
| Yvan Nadeau         | Chaudière-Appalaches          |
| Serge Paré          | Estrie                        |
| Jean-François Ruel  | Centre-du-Québec              |
| Hélène Fortin       | Montérégie                    |
| Cédric de Chardon   | Montréal                      |
| André Levert        | Laval                         |
| Roger Pedneault     | Lanaudière                    |
| Robert Gareau       | Laurentides                   |
| Josée Lavoie        | Outaouais                     |
| Marie-Josée Marcoux | Abitibi-Témiscamingue         |
| Jules Bergeron      | Mauricie                      |
| Clément Desbiens    | Saguenay—Lac-Saint-Jean       |
| André LePage        | Côte-Nord et Nord-du-Québec   |



## Table des matières

---

|                                                  |           |
|--------------------------------------------------|-----------|
| Résumé .....                                     | 6         |
| <b>L'environnement économique.....</b>           | <b>8</b>  |
| Le contexte international                        | 8         |
| Les États-Unis                                   | 10        |
| Le Canada                                        | 12        |
| Le Québec                                        | 14        |
| <b>Le marché du travail au Québec .....</b>      | <b>17</b> |
| Bilan de l'année 1999                            | 17        |
| Perspectives du marché du travail de 2000 à 2004 | 20        |
| <b>Perspectives d'emploi sectoriel .....</b>     | <b>24</b> |
| Le secteur primaire                              | 26        |
| Le secteur secondaire                            | 26        |
| Le secteur tertiaire                             | 28        |
| <b>Les tableaux .....</b>                        | <b>32</b> |
| <b>Liste des graphiques .....</b>                | <b>35</b> |
| <b>Bibliographie .....</b>                       | <b>36</b> |

---

## Résumé

---

Avec la fin de la crise financière en Asie, la croissance économique était, en 1999, au rendez-vous dans presque toutes les régions du globe et celle-ci devrait prendre de l'ampleur en 2000.

L'économie américaine, contre toute attente, a poursuivi sa croissance à un rythme endiablé en 1999, dépassant 4 % pour une troisième année de suite, et tout indique que celle-ci demeurera aussi vigoureuse cette année.

Avec des finances publiques en bien meilleure santé qu'il y a quelques années, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) considère qu'il est possible pour les pays membres, moyennant des politiques monétaires et budgétaires appropriées, de tendre vers une croissance soutenable à moyen terme en évitant une contraction de l'économie. Il faudra faire preuve de vigilance, puisque la pression sur les prix s'accroît avec la flambée des prix pétroliers.

Après les soubresauts de la crise financière asiatique qui avaient ébranlé sa devise en 1998, le

Canada a rebondi l'an dernier pour faire jeu égal avec les États-Unis en tête des pays du G7 avec une croissance de son PIB de 4,2 %. L'expansion devrait demeurer forte au pays cette année, pour ralentir par la suite et tendre vers un taux plus soutenable à moyen terme de près de 3 % par année.

La création d'emplois au Canada, qui a dépassé le million de postes pour l'ensemble des trois dernières années, demeurera élevée cette année. Le ralentissement attendu de la croissance américaine au cours des prochaines années, en freinant l'expansion des exportations, devrait occasionner une diminution du rythme de la création d'emplois au pays pour les années qui viennent.

À l'image du Canada, le Québec a bénéficié de la vigueur de l'économie américaine pour connaître une forte croissance économique qui, à 4,1 %, était la plus élevée en plus de dix ans. La croissance s'est appuyée largement sur les dépenses de consommation des ménages et sur les investissements des entreprises. Le scénario de moyen terme du Conference Board de l'hiver 2000 pour le Québec entre-

voyait une croissance légèrement supérieure à 3 % cette année et un ralentissement graduel par la suite, jusqu'à un peu moins de 2,5 % en 2004.

Le Québec a connu en 1999 une deuxième excellente année de suite au chapitre de la création d'emplois. Avec les 75 900 postes qui se sont ajoutés l'an dernier, ce sont plus de 160 000 emplois qui ont été créés en deux ans. Le taux d'emploi a grimpé à 57 %, s'approchant du sommet atteint en 1989. Le taux d'emploi des moins de 65 ans, pour sa part, a atteint 66 %, un niveau inégalé dans l'histoire du Québec. Jamais une telle proportion de personnes d'âge actif n'avaient occupé un emploi. Le nombre de chômeurs, pendant ce temps, a connu son repli le plus important depuis l'instauration de l'*Enquête sur la population active* en 1946, soit 34 500 personnes, ce qui a réduit le taux de chômage à 9,3 %, soit le taux le plus bas depuis 1976.

La création de près de 300 000 emplois est attendue au cours des cinq prochaines années dont un peu moins de 90 000 cette année. Le taux d'emploi continuera son

ascension pour atteindre 59,8 % en 2004. Chez les personnes d'âge actif, il passera de 66 % qu'il était l'an dernier à 70 % dans quatre ans. Le chômage continuera de décroître et glissera sous le seuil de 300 000 personnes touchées l'an prochain pour la première fois depuis 1979. Le taux de chômage, qui devrait osciller autour de 8,5 % cette année, poursuivra sa glissade jusqu'à 7,2 % en 2004.

Ce scénario suppose que les économies nord-américaines réussissent à appliquer les politiques monétaires et budgétaires appropriées pour se prémunir contre une récession. Si elles échouaient, les cibles qui se dégagent du présent scénario ne seraient pas atteintes.

Le taux de croissance moyen de l'emploi prévu au Québec entre 1999 et 2004 est de 1,7 % par année. Le secteur primaire sera à la traîne avec une stagnation de l'emploi en agriculture et en exploitation forestière, tandis qu'une croissance minime est anticipée dans le secteur minier après les importants reculs des dernières années.

Dans le secteur manufacturier, l'emploi progressera deux fois plus rapidement du côté de la fabrication de biens durables que de celle de biens non durables. Les industries de la fabrication de produits métalliques, de produits électriques et électroniques, du bois et du meuble seraient parmi les plus dynamiques.

Avec des projets pour plusieurs milliards de dollars en cours ou à venir, en particulier dans la région de Montréal, malgré la fin de chantiers industriels importants comme ceux de Magnola à Asbestos et d'Alcan à Alma, la construction devrait connaître une période favorable au cours des années qui viennent.

Dans le secteur tertiaire, qui fournit près des trois quarts des emplois, ce sont les industries des divertissements et loisirs, du commerce de gros et des services aux entreprises qui devraient battre la marche. L'emploi dans l'industrie des services financiers, des assurances et de l'immobilier devrait faire du surplace en raison de la poursuite des rationalisations dans les services financiers.

## L'environnement économique

### Le contexte international

La grave crise financière qui avait frappé les économies dynamiques d'Asie en 1997 et qui s'était aggravée et étendue en 1998, frappant entre autres la Russie et le Brésil et faisant craindre le pire, s'est résorbée dans une large mesure en 1999. La plupart des pays touchés ont renoué avec la croissance et cette dernière devrait s'accélérer cette année et l'an prochain, selon les plus récentes estimations de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE)<sup>1</sup>. L'économie coréenne, quant à elle, après une contraction de 6,7 % en 1998, a rebondi de 10,7 % l'an dernier.

La croissance économique mondiale, qui avait ralenti d'un peu plus de 4 % en 1996 et 1997 à seulement 2,5 % en 1998, s'est redressée pour atteindre 3,3 % en 1999. Elle devrait de nouveau tourner autour de 4 % cette année et l'an prochain, selon le Fonds monétaire international (FMI)<sup>2</sup>.

En ce qui a trait aux principaux pays avancés, les États-Unis ont continué, à l'encontre des attentes des analystes, de connaître en 1999

une croissance très vigoureuse de plus de 4 % pour une troisième année de suite. Dans la zone euro<sup>3</sup>, comme dans l'ensemble de l'union européenne, la croissance a ralenti légèrement par rapport à 1998. Elle était de 2,3 %, freinée par l'Allemagne (dont l'économie ouverte a été touchée par les débordements, à l'est de l'Europe et en Russie, de la crise financière asiatique) et par l'Italie. Pour sa part, le Japon, dont les difficultés avaient contribué à exacerber les problèmes financiers des économies d'Asie, ne s'extrait qu'avec difficulté de sa pire récession de l'après-guerre. Ce pays n'a connu en 1999 qu'une croissance de 0,3 %.

La seconde moitié de l'année dernière s'est caractérisée par une accélération de l'activité économique dans la plupart des pays avancés ainsi que dans nombre de pays en développement d'Asie et de l'Amérique latine. Même la Russie et plusieurs autres pays issus de l'ancienne URSS ont connu un redressement récemment. Cette tendance s'est poursuivie au cours des premiers mois de 2000.

La croissance économique synchronisée observée dans presque toutes les régions de la planète a commencé à produire des ten-

sions sur les prix des matières premières, au premier chef le pétrole, dont le prix s'est envolé pour crever le plafond des 30 \$US le baril, soit trois fois sa valeur de la fin de 1998. Cette flambée des cours ranime le spectre de l'inflation, malgré le fait que, pour le moment, celle-ci soit demeurée modeste si l'on exclut le coût de l'énergie.

Déjà, afin de prévenir une spirale ascendante des prix, plusieurs autorités monétaires ont haussé les taux d'intérêt dans l'espoir de ralentir suffisamment la croissance de l'économie pour la ramener à un rythme non inflationniste, ce que les analystes appellent un *atterrissage en douceur* (ou *softlanding* dans la langue de Shakespeare). La Réserve fédérale américaine a elle-même décrété six hausses de taux d'intérêt en un peu plus d'un an.

Dans la mesure où les politiques monétaires et budgétaires des principales économies permettront d'éviter une surchauffe, l'OCDE entrevoit pour les pays de la zone OCDE<sup>4</sup>, après une forte expansion cette année, un ralentissement progressif qui ramènerait la croissance annuelle à un peu moins de 3 % en moyenne

1. OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, no 67, version préliminaire, mai 2000.

2. FMI, *World Economic Outlook*, mai 2000, p. 113.

3. La zone euro comprend les pays de l'Union européenne à l'exclusion du Royaume-Uni, du Danemark, de la Grèce et de la Suède.

4. L'OCDE comprend 29 pays membres, soit les 15 pays membres de l'Union européenne ainsi que les États-Unis, le Canada, le Japon, le Mexique, la République tchèque, la Hongrie, l'Islande, la Norvège, la Pologne, la Suisse, la Turquie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Corée.



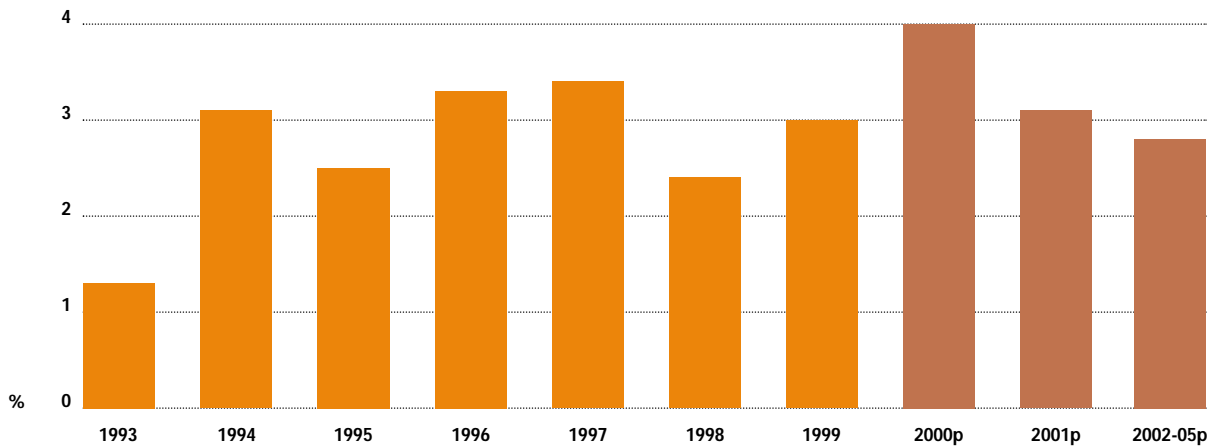
entre 2002 et 2005<sup>5</sup>, soit un taux compatible avec le taux de croissance potentiel de la zone. L'organisme considère que la marge de manœuvre provenant de la capacité non encore utilisée dans un certain nombre de pays, en particulier en Europe, et qui permet une croissance rapide sans tension inflationniste, sera résorbée d'ici l'an prochain. Quant aux États-Unis, ils produiraient déjà au-delà du niveau soutenable à moyen terme.

La croissance des échanges mondiaux ralentira, mais elle demeurera nettement plus forte que la croissance économique, ce qui contribuera à intensifier l'interdépendance entre les pays. Enfin, l'OCDE croit que l'inflation pourrait être maintenue autour de 2 %<sup>6</sup>, tandis que le taux de chômage moyen de la zone demeurerait voisin de 6 %. L'écart entre le taux de chômage américain et celui de l'Europe devrait cependant diminuer. La productivité du travail atteindrait 2 % par

année, soit un peu plus que le rythme observé au cours de la dernière décennie, ce qui limiterait la croissance de l'emploi à environ 1 % par an dans la zone.



**Graphique 1**  
Croissance moyenne du PIB des pays de l'OCDE, 1993 à 2005



p : prévisions de l'OCDE.  
Source : OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, version préliminaire, mai 2000.

5. OCDE, *op. cit.*, p. 63.  
6. L'estimation de l'OCDE pour l'inflation exclut les pays à forte inflation (Grèce, Hongrie, Mexique, Pologne et Turquie), pays dont l'inflation moyenne au cours des années 1990 était égale ou supérieure à 10 %. L'inflation est ici mesurée selon l'indice implicite des prix du PIB, qui est une mesure plus étendue de l'évolution des prix que l'indice des prix à la consommation.

Si le resserrement de la politique monétaire des grandes économies devait trop tarder ou s'avérer insuffisant, ou si encore les politiques budgétaires et fiscales devenaient ou demeuraient pro-cycliques dans un contexte où les économies produiraient au-delà de leur potentiel non inflationniste, l'organisme considère que celles-ci risqueraient de se retrouver aux prises avec une surchauffe inflationniste qui obligerait à resserrer beaucoup plus fortement les taux d'intérêt, avec les risques de contraction de l'économie que cela pourrait occasionner.

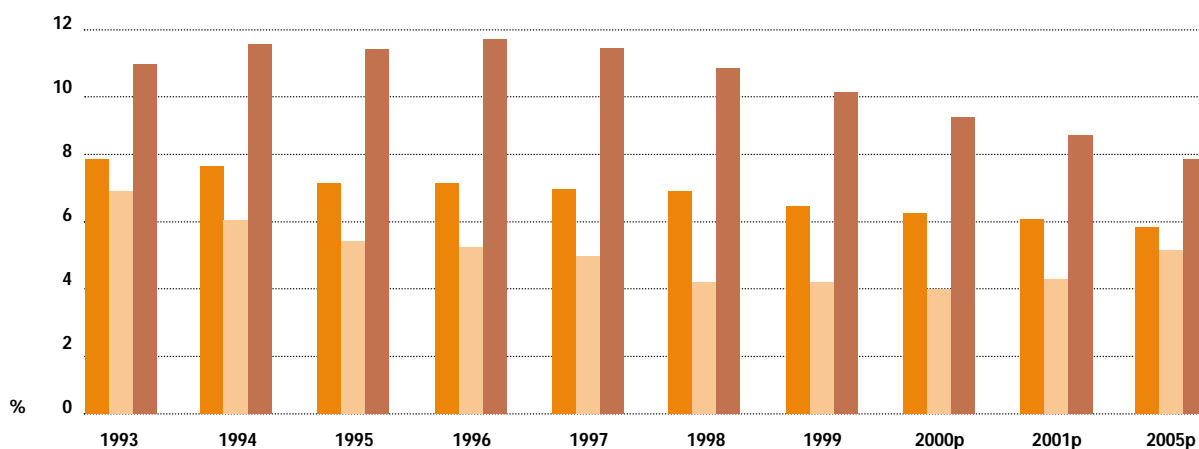
## Les États-Unis

Comme l'année précédente, les États-Unis ont terminé l'année 1999 en force. La croissance annuelle s'est élevée à 4,2 % l'an dernier, mais au quatrième trimestre la progression annualisée du produit intérieur brut (PIB) par rapport au trimestre précédent atteignait 7,3 %. Le dynamisme de l'économie américaine ne s'est pas démenti au premier trimestre de 2000, avec une croissance annualisée de 5,5 % sur le dernier trimestre de 1999<sup>7</sup>. La hausse du PIB reposait alors

essentiellement sur les dépenses de consommation et l'investissement non résidentiel.

Une part croissante de la demande finale américaine est comblée par les importations, ce qui évite les goulots d'étranglement de la production d'une économie qui fonctionne déjà au-delà de ses capacités. Les exportations nettes<sup>8</sup> ont soustrait, au cours des deux dernières années, un peu plus de 1 % à la croissance du PIB du pays, l'augmentation annuelle de la demande intérieure finale américaine ayant été de l'ordre de 5,5 %.

**Graphique 2**  
Taux de chômage dans la zone de l'OCDE, 1993 à 2005

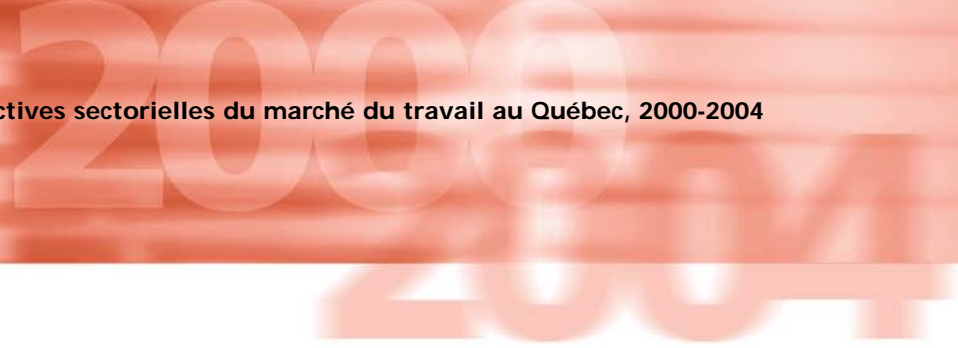


p : prévisions de l'OCDE.  
OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, version préliminaire, mai 2000.

OCDE  
États-unis  
Zone euro

7. U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, *Gross Domestic Product: First Quarter 2000 (final); Corporate Profits: First Quarter 2000 (revised)*, Bureau of Economic Analysis, 29 juin 2000, 12 pages.

8. Les exportations nettes correspondent aux exportations de biens et de services moins les importations.



Les importations ont, selon toute vraisemblance, contribué à contenir l'évolution des prix en répondant à une demande que la production intérieure n'était pas en mesure de satisfaire. Elles ont cependant aussi creusé le déficit des opérations courantes américaines à près de 4 % du PIB en 1999.

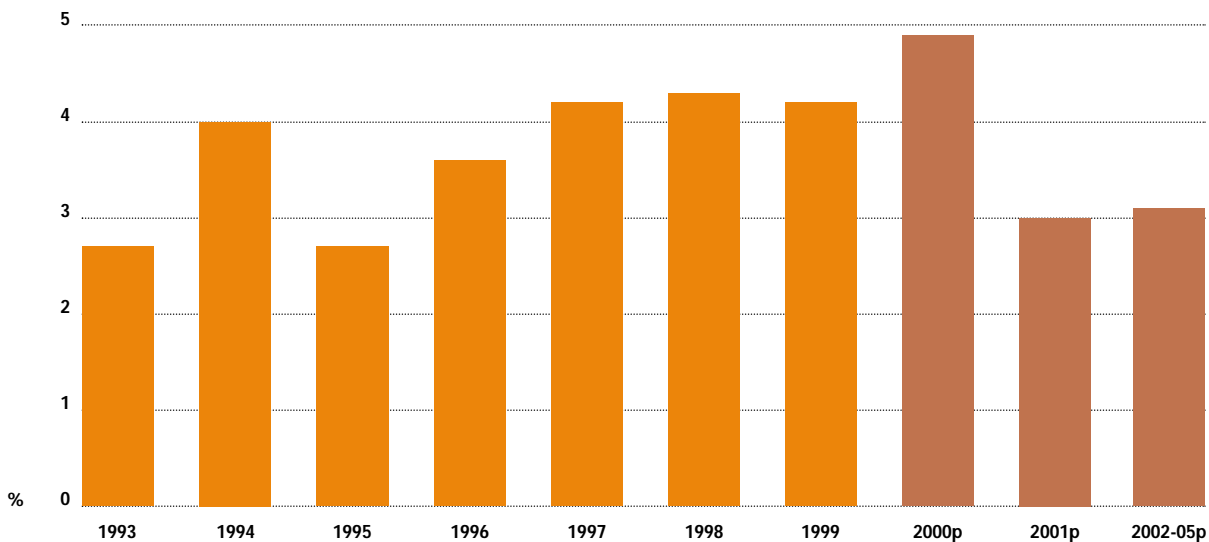
Avec un taux de chômage oscillant autour de 4 % à l'échelle nationale et glissant à 3 % ou moins dans plusieurs États, en particulier en Nouvelle-Angleterre et dans le Midwest, les pressions salariales se font plus pressantes. Les coûts

de main-d'œuvre ont pu être relativement contenus jusqu'à maintenant grâce aux importants gains de productivité observés. Il s'en faudrait cependant de peu pour que ces coûts s'emballent, d'où la volonté de la Fed de freiner la croissance de la demande intérieure. D'autres resserrements de la politique monétaire pourraient survenir à brève échéance si des résultats positifs ne sont pas obtenus rapidement.

L'OCDE anticipe un ralentissement de la croissance à partir du second semestre de cette année,

qui permettrait néanmoins une progression annuelle de 4,9 %, puis une diminution de celle-ci en deçà du taux de croissance potentielle d'ici 2002, avant de remonter par la suite pour tendre vers son potentiel, que l'organisme estime à près de 3,5 %. Malgré une légère hausse de l'inflation, cette dernière demeurerait dans une fourchette acceptable, inférieure à 2,5 %. Quant au taux de chômage, il remonterait à un niveau jugé plus soutenable, soit 5,3 % en 2005.

**Graphique 3**  
Croissance annuelle du PIB réel des États-Unis, 1993 à 2005



p : prévisions de l'OCDE.  
Source : OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, version préliminaire, mai 2000.

## Le Canada

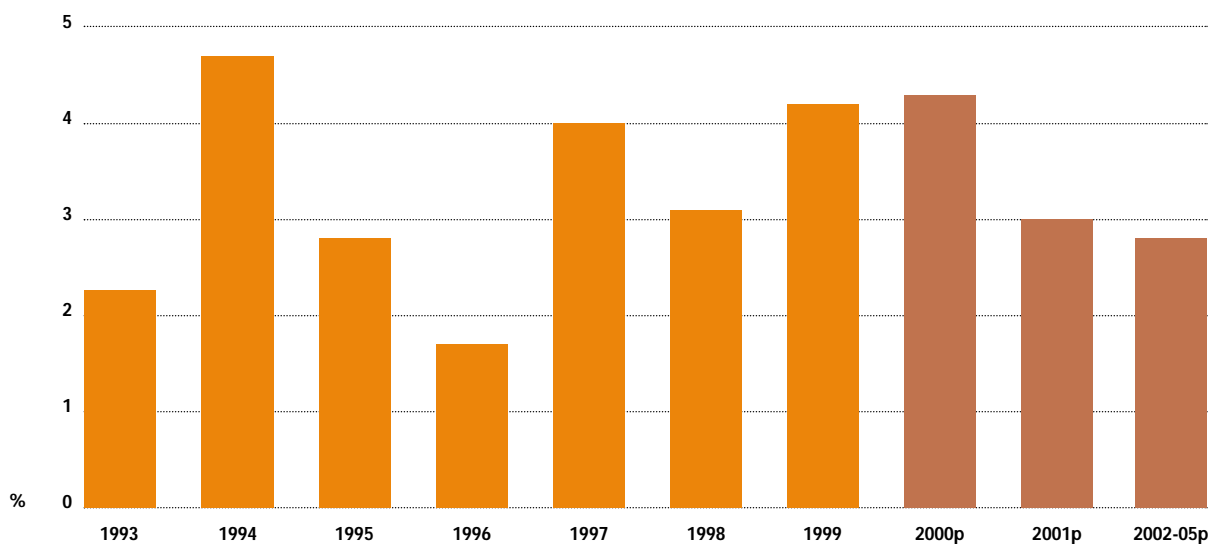
Profitant de la vigueur de la croissance américaine, le Canada, dont l'économie est largement dépendante de celle de son voisin du Sud, a réussi à faire jeu égal avec ce dernier en tête des pays du G7, l'an dernier, avec une progression de 4,2 % de son PIB. Il s'agissait là de la deuxième augmentation en importance des onze dernières années au pays. La croissance s'est appuyée sur la consommation, en hausse de 3,2 %, mais surtout sur les investissements privés, qui ont bondi

de 9,3 %. Les dépenses en machinerie et en équipement se sont gonflées à elles seules de 14,9 %<sup>9</sup>. Si les exportations, en premier lieu vers les États-Unis, ont obtenu une croissance robuste de près de 10 %, la forte demande de biens d'équipement et de biens de consommation a accru les importations dans les mêmes proportions.

L'OCDE entrevoit pour cette année également une solide croissance, de 4,3 %. L'économie canadienne aurait alors fini d'épuiser sa capacité non utilisée et fonctionnerait légèrement au-delà de sa pleine

capacité. Le ralentissement de la croissance attendu aux États-Unis devrait se répercuter sur le Canada en freinant l'augmentation de ses exportations, ramenant l'expansion à 3 % l'an prochain. La croissance moyenne prévue par l'OCDE pour la période de 2002 à 2005 est de 2,8 %, ce qui est légèrement inférieur à la croissance potentielle non inflationniste que cet organisme estime à un peu plus de 3 % pour le Canada. L'inflation se situerait en fin de période, selon ce scénario, à peu près au milieu de la fourchette cible fixée par la Banque du Canada, qui est de 1 % à 3 %.

**Graphique 4**  
**Croissance annuelle du PIB réel du Canada, 1993 à 2005**



p : prévisions de l'OCDE.

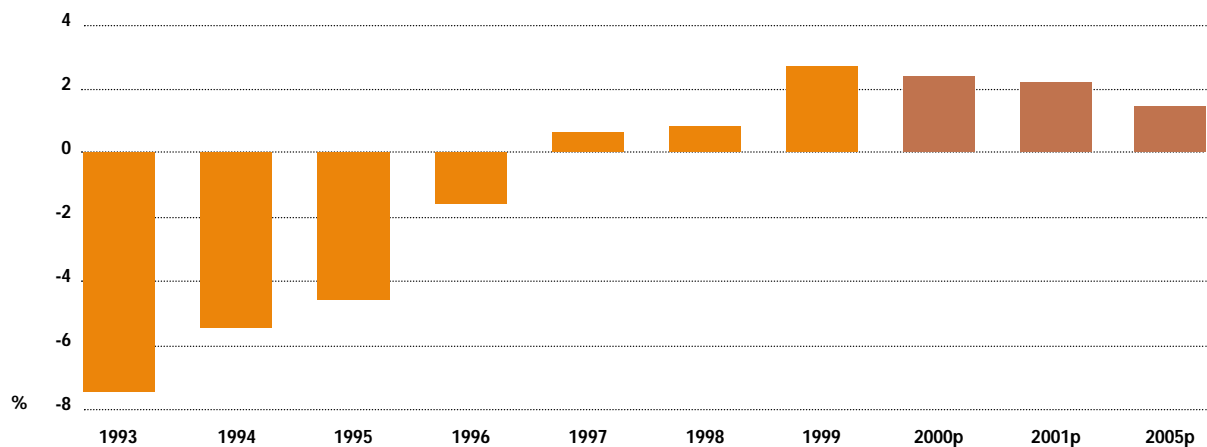
Source : OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, version préliminaire, mai 2000.

L'important excédent financier des administrations publiques leur assure, par ailleurs, une marge de manœuvre pour intervenir au cas où l'économie ralentirait plus que souhaité. Cet excédent, observé depuis 1997, s'élevait à 2,8 % du PIB du pays en 1999, soit le plus élevé des pays du G7. Les baisses d'impôt annoncées réduiront selon toute vraisemblance cet excédent, qui demeurera tout de même appréciable au cours des années à venir (1,7 % en 2005 selon le scénario de l'OCDE), ce qui contribuera à réduire de façon notable leur endettement.

Les engagements financiers bruts de l'ensemble des administrations publiques au Canada<sup>10</sup>, qui s'élevaient à 99,2 % du PIB canadien en 1995, ne seraient plus que de 80,3 % en 2001 et 65,2 % en 2005, réduisant ainsi de façon notable la charge des intérêts sur la dette. Ces engagements seraient alors de 4,7 points de pourcentage inférieurs aux engagements financiers moyens des pays du G7, alors qu'ils excédaient ces engagements moyens de 16,6 points, il y a cinq ans à peine.

L'activité économique fébrile a contribué à la création nette de plus de un million d'emplois (1 069 000) au cours des trois dernières années et les premiers résultats pour 2000 indiquent que les gains d'emplois demeureront très importants cette année, ce qui contribuera à maintenir élevée l'augmentation de la demande intérieure. La progression, qui n'avait été que de 0,8 % en 1996, a bondi à 2,3 % en 1997, 2,7 % en 1998 et 2,8 % en 1999. L'OCDE prévoit une progression de 2,5 % cette année, puis elle anticipe un ralentissement du

**Graphique 5**  
Solde financier des administrations canadiennes en pourcentage du PIB, 1993 à 2005



p : prévisions de l'OCDE.  
Source : OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, version préliminaire, mai 2000.

10. Ces engagements incluent ceux de l'administration fédérale, des administrations provinciales et locales ainsi que ceux du système de sécurité sociale.

rythme de croissance de l'emploi l'an prochain à un niveau plus soutenable de 1,6 %. Le ralentissement de la croissance économique américaine freinera alors l'expansion des marchés d'exportation.

Le grand nombre d'emplois créés a fait reculer le nombre de chômeurs malgré une augmentation importante de la population active<sup>11</sup>. Le nombre de chercheurs d'emploi, qui avait culminé à 1 647 000 en 1993, avait reculé à 1 190 000 en 1999, soit une baisse de 457 000 (ou 28 %) en six ans, dont 87 000 au cours de la dernière année. Le taux de chômage canadien,

qui avait atteint en 1993 son deuxième sommet de l'après-guerre, soit 11,4 %<sup>12</sup>, a reculé au cours de cinq des six dernières années, jusqu'à 7,6 % en 1999. C'était alors le taux le plus bas de la décennie, à 3,8 points de pourcentage sous le sommet de 1993.

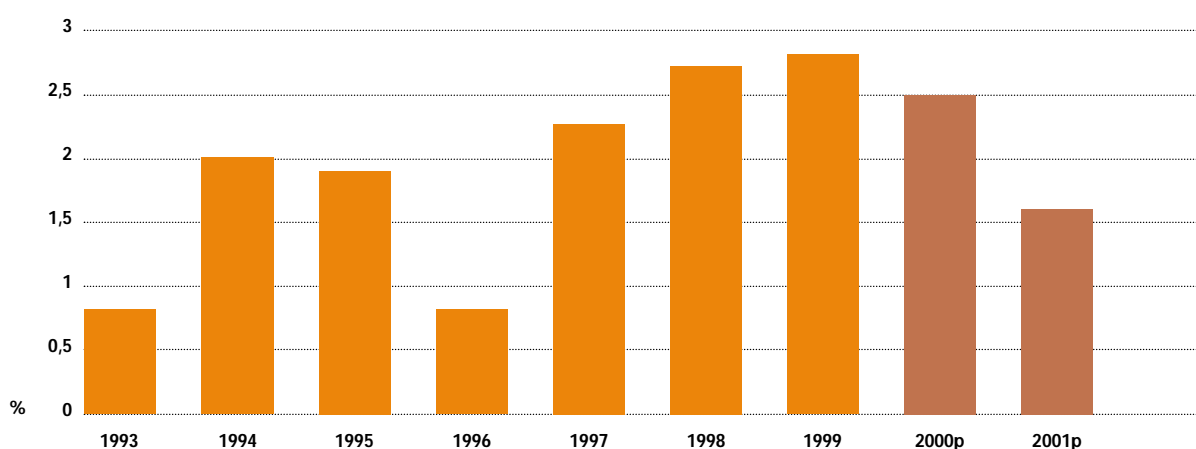
La poursuite de la croissance économique au Canada, même si elle se fera à un rythme moins trépidant qu'au cours des dernières années, occasionnera une nouvelle réduction, quoique plus modeste, du taux de chômage au cours des années qui viennent, selon le scé-

nario de l'OCDE. Dès cette année, le taux glissera sous le seuil de 7 %, à 6,8 %. Il s'agira du plus bas taux depuis 1974. Le recul sera minime par la suite, le taux de chômage prévu pour 2005 étant de 6,5 %.

### Le Québec

Le Québec a connu lui aussi au cours des trois dernières années un net redressement de sa croissance économique, après deux années de résultats mitigés en 1995 et 1996. L'an dernier, l'augmentation de son PIB s'est élevée à 4,1 %, ce qui est le meilleur résul-

**Graphique 6**  
Taux de variation de l'emploi au Canada, 1993 à 2001



p : prévisions de l'OCDE.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, version préliminaire, mai 2000.

11. La population active comprend la population civile de 15 ans et plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) qui sont occupées ou en chômage. Source : Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active*, janvier 2000, p. 13.

12. Le plus haut taux de chômage annuel observé au Canada depuis l'instauration de l'Enquête sur la population active en 1946 l'a été en 1983, alors qu'il atteignait 11,9 %.



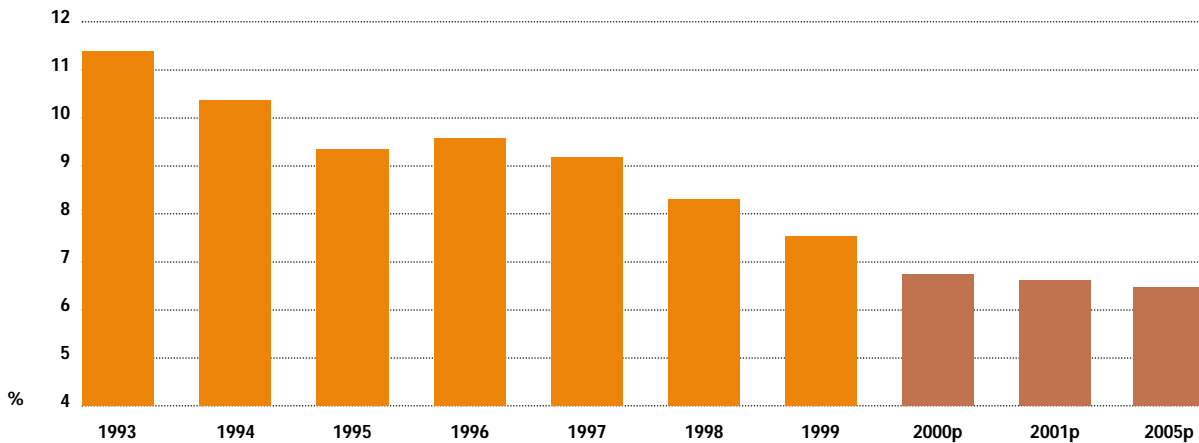
tat en plus de dix ans. La consommation des ménages, qui compte pour 60 % du PIB, a fourni la moitié de la croissance en 1999 alors qu'elle était en hausse de 3,4 % en dollars constants. Les entreprises ont elles aussi participé grandement à la croissance, avec des investissements en hausse de 12 %. Au seul chapitre de la machinerie et du matériel, l'augmentation des dépenses des entreprises atteignait 20 %.

Depuis 1998, les administrations publiques, dont les politiques fiscales et budgétaires avaient freiné la croissance au cours des années

précédentes alors qu'elles s'attelaient à assainir leurs finances, ont apporté une contribution positive, bien que modeste, à l'expansion économique. Quant au secteur extérieur, son rôle a été neutre en 1999. Un léger surplus des échanges internationaux a été plus qu'annulé par le déficit du commerce avec les autres provinces. Les exportations internationales et interprovinciales de biens et services se sont accrues en volume de 9,6 % l'an dernier, pendant que les importations s'inscrivaient en hausse de 9,5 %, profitant de la progression de la consommation et de l'investissement.

Le Conference Board envisageait, dans son scénario de moyen terme de janvier dernier<sup>13</sup>, une croissance continue pour le Québec à l'horizon 2004. Cette croissance ira cependant en diminuant en raison, entre autres, du ralentissement du rythme de croissance attendu aux États-Unis. Pour 2000, cette croissance atteindrait 3,1 %. Elle serait de 2,7 % en 2001, de 2,5 % en 2002 et de 2,3 % au cours des deux dernières années, ce qui correspondrait, à peu de chose près, au potentiel de croissance estimé de l'économie québécoise.

**Graphique 7**  
Taux de chômage canadien, 1993 à 2005



p : prévisions de l'OCDE.

Sources: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, version préliminaire, mai 2000.

13. Les présentes perspectives sectorielles reposent sur le scénario macroéconomique élaboré par le Conference Board en janvier 2000.

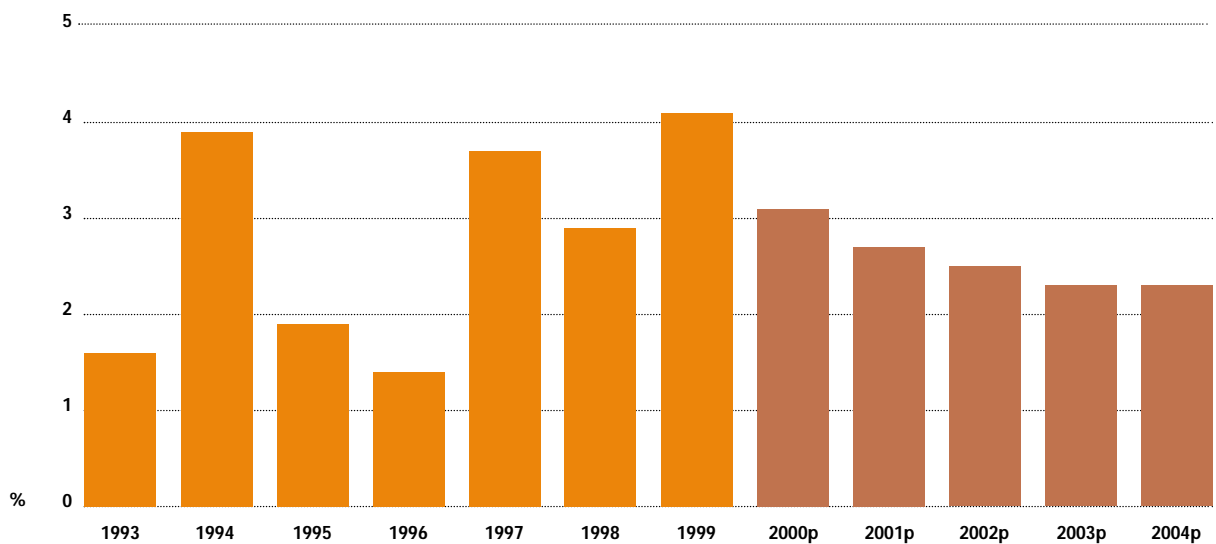
La croissance économique continuera de reposer dans une large mesure sur les dépenses des consommateurs, qui profiteront d'une augmentation de leur revenu disponible réel en raison de la forte création d'emplois des derniers temps, d'une hausse de la rémunération ainsi que de l'allègement du fardeau fiscal. À ce propos, les contribuables québécois profiteront d'une réduction du fardeau

fiscal provincial de un milliard de dollars en 2000, à laquelle s'ajouteront des allègements de 500 millions chacun au cours des deux années subséquentes. Ils bénéficieront aussi de la diminution du fardeau fiscal fédéral.

La croissance s'appuiera également sur les investissements en construction non résidentielle ainsi qu'en machinerie et en

matériel. Les dépenses gouvernementales continueront d'apporter une modeste contribution positive, entre autres avec les réinvestissements dans la santé et l'éducation. Enfin, les exportations continueront de croître plus rapidement que l'économie.

**Graphique 8**  
Variation du PIB réel québécois, 1993 à 2004



p : prévisions du Conference Board.  
Sources : Données historiques : ISQ; prévisions : Conference Board.

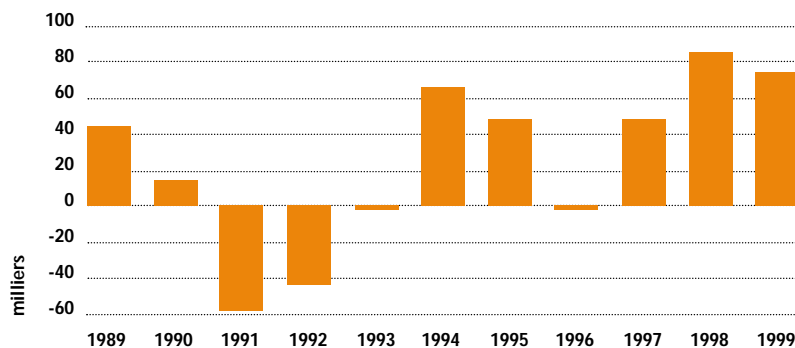
## Le marché du travail au Québec

### Bilan de l'année 1999

Après avoir connu en 1998 sa plus forte croissance de l'emploi en treize ans avec la création de 86 400 postes, le Québec a poursuivi sur sa lancée en 1999 avec l'addition de 75 900 nouvelles personnes occupées, soit une hausse de 2,3 %. L'an dernier, le nombre de postes à plein temps était en hausse de 89 700, le gain le plus élevé depuis 1987, seule année depuis 1976<sup>14</sup> où la création d'emplois à plein temps a été supérieure. Après avoir débuté lentement, c'est au second semestre que l'emploi a rebondi, avec l'addition de 87 000 postes entre juin et décembre.

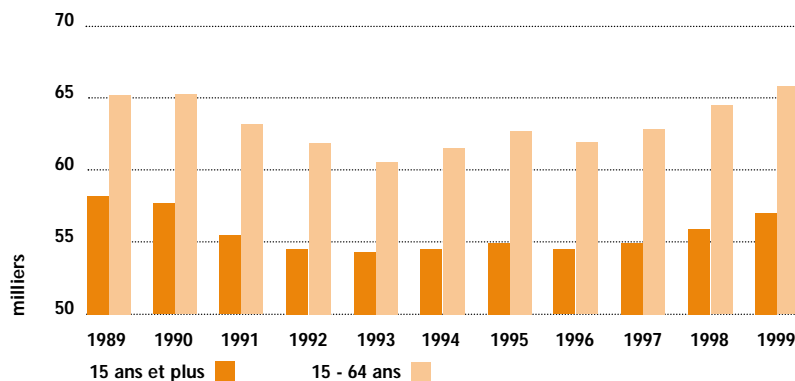
Au cours des deux dernières années, l'emploi s'est accru beaucoup plus que la population de 15 ans et plus (environ 43 000) et, surtout, que la population d'âge actif, soit celle de 15 à 64 ans (à peu près 25 000). Cela s'est traduit par une hausse notable du taux d'emploi<sup>15</sup>. Celui-ci est passé de 56,1 % en 1998 à 57 % l'an dernier, se rapprochant du sommet historique de 57,9 % atteint en 1989, avant la dernière récession. Il avait atteint un creux de 54 % en 1993. Le taux d'emploi de la population d'âge actif, celle qui n'a pas atteint l'âge *normal* de la retraite, a monté encore plus rapidement, soit de 64,7 % à 66 %, surpassant ainsi le sommet antérieur observé en 1989 et

**Graphique 9**  
Variation de l'emploi au Québec, 1989 à 1999



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Graphique 10**  
Taux d'emploi au Québec, 1989 à 1999



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

1990, qui était de 65,3 %. Bref, jamais auparavant dans l'histoire du Québec n'a-t-on vu une proportion aussi élevée de la population d'âge actif occuper un emploi.

La forte création d'emplois observée au Québec depuis deux ans s'est accompagnée d'un afflux important de population sur le marché du travail. Au cours des

14. 1976 est la première année pour laquelle les estimations sur l'emploi à plein temps sont disponibles.

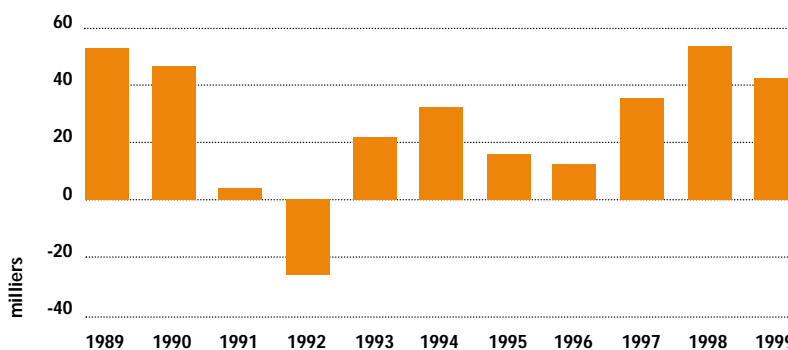
15. Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes occupées exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier correspond au nombre de personnes occupées dans ce groupe exprimé en pourcentage de l'effectif de ce groupe.

Source : Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active*, janvier 2000, p. 16.

deux dernières années, près de 100 000 personnes ont joint les rangs de la population active, dont 41 400 en 1999, pour une augmentation de 1,1 %. La venue de 54 000 personnes sur le marché du travail au cours de l'année précédente représentait, pour sa part, le plus important apport à ce chapitre en 11 ans. La population active a continué de croître plus rapidement que la population de 15 ans et plus (0,7 %) et, surtout, que la population d'âge actif (0,5 %).

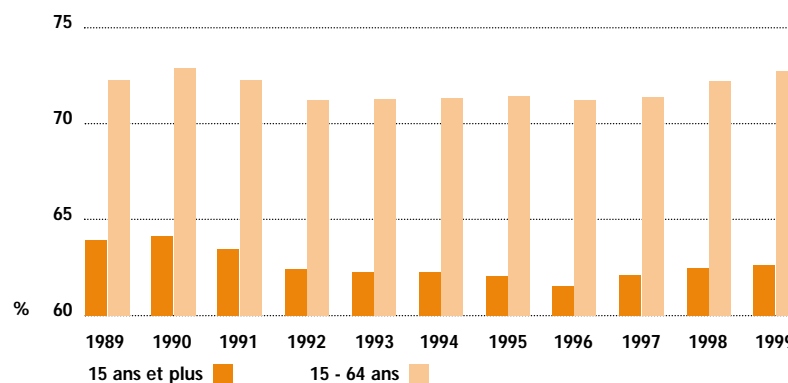
L'arrivée de dizaines de milliers de personnes sur le marché du travail, alliée au ralentissement de la croissance démographique, a fait monter légèrement le taux d'activité<sup>16</sup>. Ce dernier, qui n'était que de 61,9 % en 1996, est passé de 62,6 % en 1998 à 62,8 % en 1999. Il accusait alors un retard de 1,4 point de pourcentage sur le taux atteint en 1990. Chez les personnes d'âge actif, toutefois, la proportion de personnes présentes sur le marché du travail, qui est passée de 72,2 % en 1998 à 72,8 % l'an dernier, se comparait à celle de 1990, qui était de 72,9 %. En 1989, l'écart entre le taux d'activité de la population de 15 ans et plus et celui de la population de 15 à 64 ans était de 8,2 points de pourcentage. En raison du vieillissement de la population et du fait que les 65 ans et plus connaissent une croissance démographique beaucoup plus

**Graphique 11**  
Variation de la population active au Québec, 1989 à 1999



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Graphique 12**  
Taux d'activité au Québec, 1989 à 1999



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

rapide que leurs cadets, l'écart s'est creusé à 10 points en 1999. Les personnes de 65 ans et plus, qui forment près de 15 % de la population de 15 ans et plus, ne

représentent que 1 % environ des personnes présentes sur le marché du travail.

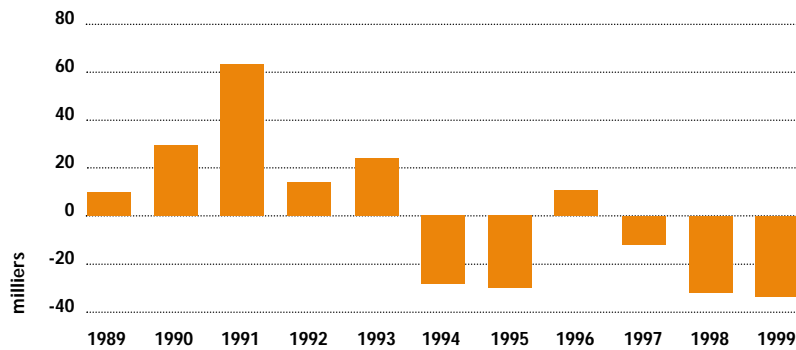
16. Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active totale par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans et plus. Le taux d'activité pour un groupe donné correspond au pourcentage de la population active dans ce groupe par rapport à l'effectif total du groupe. Source : *ibid.*, p. 16.

Le recul du taux d'activité au cours des années 1990 ne s'explique pas que par le poids croissant des personnes âgées. Depuis le début des années 1970, les femmes sont de plus en plus nombreuses sur le marché du travail. Le taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans, qui était de 45,9 % en 1976, s'élevait à 63,5 % en 1991. Au cours de la majeure partie de la décennie qui vient de se terminer, la participation des femmes a cessé de croître, si bien qu'en 1996 le taux d'activité des femmes d'âge actif n'était que de 63,4 %. Or, le mouvement à la hausse a repris au cours des trois dernières années pour amener ce taux à 65,5 % l'an dernier.

Parallèlement à la hausse de l'activité des femmes, les hommes plus âgés se sont mis à désertier le marché du travail. En 20 ans, de 1976 à 1996, le taux d'activité des hommes de 55 à 64 ans a chuté de 74,8 % à 53,4 %. Ce déclin a été favorisé, au cours des années 1990, par les nombreux programmes de retraite anticipée. Là aussi, ce qui apparaît comme un début de renversement de tendance a commencé à s'observer au cours des dernières années, qui a ramené leur taux de participation au marché du travail à 56,3 %.

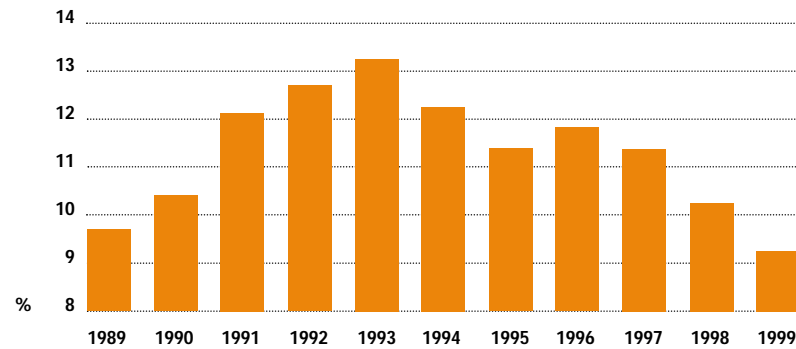
La forte création d'emplois a permis de réduire le chômage<sup>17</sup> en 1999 pour une troisième année de suite et une cinquième fois au cours des six dernières années. Le nombre de chômeurs était en baisse de

**Graphique 13**  
Variation du chômage au Québec, 1989 à 1999



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

**Graphique 14**  
Taux de chômage au Québec, 1989 à 1999



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

34 500 l'an dernier, le recul annuel le plus important depuis l'instauration de l'*Enquête sur la population active* en 1946. Depuis 1993, alors que le Québec comptait 465 300 chômeurs, leur nombre a reculé de 121 100 ou de 26 %. On comptait l'an

dernier 344 200 chercheurs d'emploi, ce qui représentait le nombre le plus faible de la décennie.

Le taux de chômage<sup>18</sup> a évidemment suivi la même tendance et s'est replié de 10,3 % à 9,3 %, ce qui

17. Les chômeurs sont les personnes disponibles pour travailler qui ont été mises à pied temporairement, ont cherché un emploi au cours des quatre semaines précédant la semaine de référence de l'enquête ou doivent commencer un emploi au cours des quatre semaines suivantes. Source : *ibid.*, p. 8.

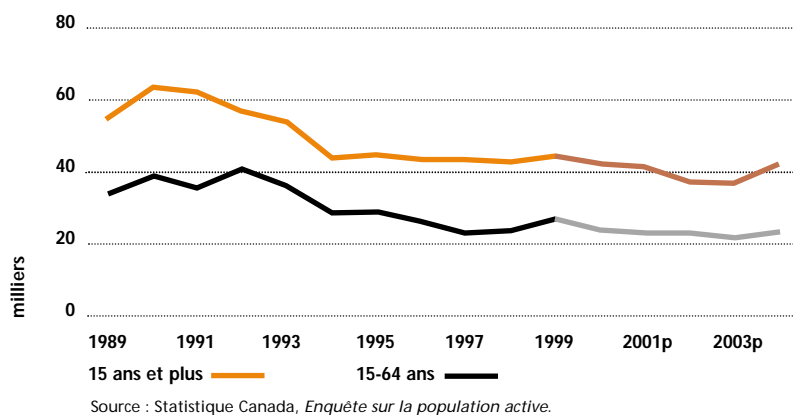
18. Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active. Source : *ibid.*, p. 16.

correspond au plus bas taux en 23 ans, soit depuis 1976, l'année des Olympiques. Depuis 1993, le taux de chômage s'est replié de 4 points de pourcentage. Depuis septembre 1999, il est demeuré sous le seuil de 9 %. Pour une neuvième année de suite, le taux de chômage masculin, qui s'élevait à 9,7 %, est demeuré plus élevé que le taux féminin, qui était de 8,8 %. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans, bien qu'il était toujours élevé, à 15,8 %, a connu une nette amélioration depuis deux ans. En effet, il s'élevait à 19,3 % en 1997 et à 17,5 % en 1998.

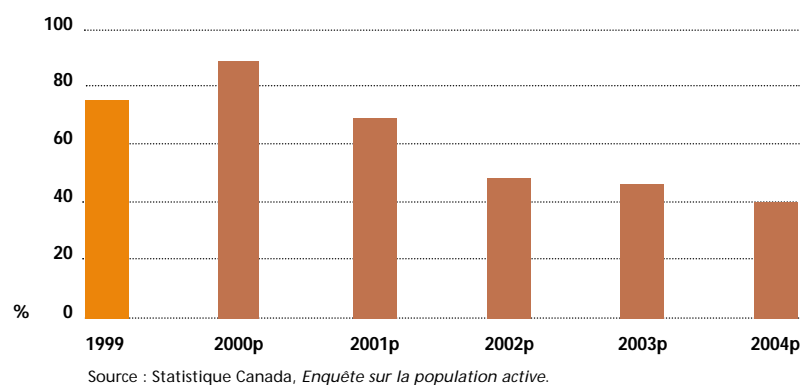
### Perspectives du marché du travail de 2000 à 2004

Un élément déterminant des tendances à venir du marché du travail québécois est l'évolution démographique. Depuis le milieu de la décennie qui vient de s'écouler, le Québec a connu un ralentissement notable de sa croissance démographique. À la faveur d'une immigration plus importante, l'augmentation de la population de 15 ans et plus avait atteint 63 500 en 1990. Elle n'était plus que de 43 600 l'an dernier. Quant à la population d'âge actif, sa croissance est passée, en neuf ans, de 39 800 à 26 800. Au cours des prochaines années, l'effectif de la population de 15 ans et plus n'augmentera, en moyenne, que de 40 000 par année tandis que

**Graphique 15**  
Croissance démographique au Québec, 1989 à 2004



**Graphique 16**  
Variation annuelle de l'emploi, 1999 à 2004



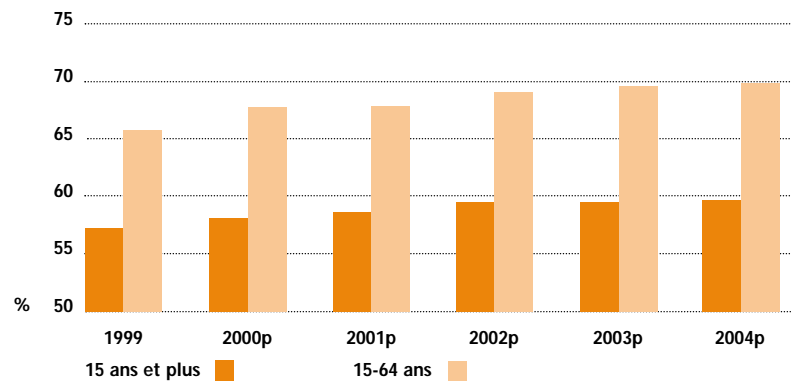
celui des 15-64 ans progressera de moins de 25 000 annuellement. Le taux de croissance annuel moyen de la population de plus de 15 ans d'ici 2004 ne sera que de 0,7 % et celui des 15-64 ans, de 0,5 % à peine.



Le marché du travail québécois n'a donc besoin de fournir qu'un peu moins de 25 000 emplois par année pour maintenir le taux d'emploi de la population de 15 ans et plus, et moins de 20 000 pour préserver celui de la population d'âge actif. Or, la croissance économique anticipée, même si elle ira en décroissant vers la fin de la période de prévision, devrait assurer une création d'emplois nettement plus importante. Au cours des cinq prochaines années, c'est un peu moins de 300 000 nouveaux emplois qui sont attendus, dont 88 600 dès cette année. La cadence ralentira jusqu'à environ 40 000 par an en 2003 et 2004. Le taux de croissance moyen de l'emploi sera, pour l'ensemble de la période, de 1,7 % par année, soit plus de trois fois le taux de croissance de la population d'âge actif.

Ce rythme de création d'emplois plus rapide que celui de la croissance démographique occasionnera une hausse sensible du taux d'emploi. De 57 % qu'il était l'an dernier pour l'ensemble de la population de 15 ans et plus, le taux d'emploi devrait monter dès cette année à 58,1 %, éclipsant le précédent sommet de 57,9 % atteint en 1989. Il poursuivra son ascension jusqu'en 2004, pour atteindre 59,8 %. Il aura progressé de 2,8 points de pourcentage en cinq ans. Le taux d'emploi des moins de 65 ans, pendant ce temps, grimpera de 66 % qu'il était l'an

**Graphique 17**  
Taux d'emploi, 1999 à 2004



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

dernier à 70 % en 2004, pour un gain de 4 points. Une telle progression est d'autant plus significative que les premiers *baby boomers* ont eu 54 ans cette année, ce qui se traduira au cours des années qui viennent par une proportion croissante de la population d'âge actif qui aura franchi le seuil de 55 ans, âge auquel on observe une désaffection importante du marché du travail. Déjà en 1999, une personne d'âge actif sur sept avait 55 ans et plus.

À l'instar de l'emploi, la population active devrait croître à un rythme plus rapide que la population de 15 ans et plus. Les programmes de retraites anticipées que nous avons connus au cours des années récentes, qui ont incité des dizaines de milliers de per-

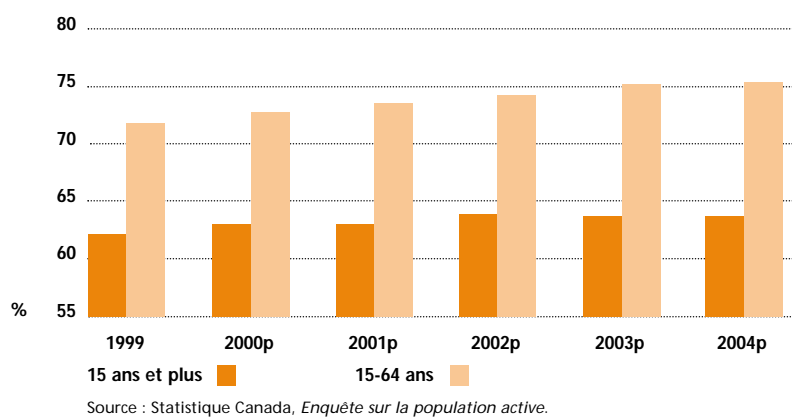
sonnes à quitter plus tôt le marché du travail, se feront de plus en plus rares étant donné que les administrations publiques ont fait le ménage dans leurs finances et que les grandes sociétés ont déjà largement achevé leur réaménagement organisationnel.



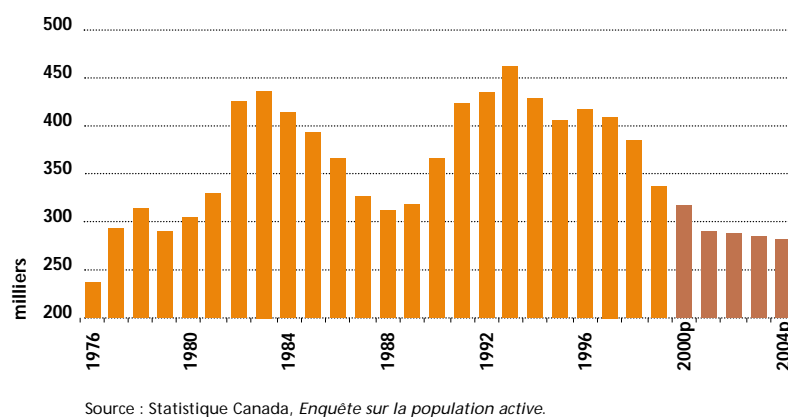
Le scénario anticipe une progression annuelle de 1,2 % en moyenne, ce qui se traduira par une hausse du taux d'activité qui s'échelonnara sur l'ensemble de la période. Celui-ci progressera de 62,8 % en 1999 à 64,4 % en 2004. Il sera alors supérieur au taux le plus élevé obtenu jusqu'à maintenant, qui était de 64,2 % en 1990. Le taux chez les moins de 65 ans, qui était de 72,8 % l'an dernier, dépassera dès cette année l'ancien sommet de 72,9 % inscrit en 1990 pour atteindre 73,7 %. Il culminera à 75,5 % en 2004.

Le rythme de création d'emplois devant surpasser celui des nouveaux arrivants sur le marché du travail, il s'ensuivra une réduction du chômage. Le nombre de sans-emploi, de 344 200 en 1999, devrait glisser sous 300 000 dès l'an prochain pour la première fois depuis 1979. Rappelons que la population active québécoise comptait alors plus de 800 000 personnes de moins. La réduction du nombre de chômeurs sera de plus en plus modeste à mesure qu'approchera l'horizon de prévision, en raison d'une croissance économique moins impétueuse.

**Graphique 18**  
Taux d'activité, 1999 à 2004



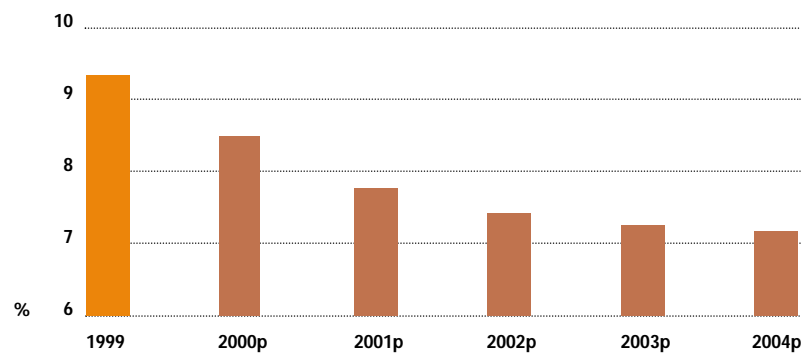
**Graphique 19**  
Chômage québécois, 1976 à 2004



Le taux de chômage, qui s'est replié de façon appréciable depuis quelque temps, passera sous le seuil de 9 % dès cette année à 8,5 %, ce qui ne s'était pas vu en un quart de siècle. Il continuera de s'amenuiser tout au long de la période de prévision, pour atterrir à 7,2 % en 2004. Il faut remonter à 1974 pour trouver un taux plus bas. On notera que le repli du taux de chômage sera plus faible à mesure qu'on s'approchera de 2004.

Ces perspectives, qui annoncent que la nette amélioration observée sur le marché du travail au cours des dernières années va se poursuivre, permettant d'atteindre des résultats dans certains cas inégalés, repose sur l'hypothèse que la croissance économique se poursuivra en Amérique du Nord au cours de la période, avec un *atterrissage en douceur* permettant d'éviter une contraction de l'économie. Le principal risque qui menace ce scénario vient de la possible résurgence de l'inflation, qui inciterait les autorités monétaires à hausser les taux d'intérêt jusqu'à l'étouffement de la croissance. Les résultats obtenus sur le marché du travail seraient alors moindres que ceux qui sont envisagés dans le présent scénario.

**Graphique 20**  
Taux de chômage, 1999 à 2004



## Perspectives d'emploi sectoriel

### La CTI et le SCIAN

En vertu de l'*Enquête sur la population active*, Statistique Canada publiait, jusqu'en 1998, les estimations de l'emploi sectoriel selon la *Classification type des industries* de 1980 (CTI). Depuis l'an dernier, il les publie selon le *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord* (SCIAN). Les estimations ne sont dès lors plus diffusées selon la CTI. Or, les perspectives d'emploi selon le présent scénario ont été réalisées selon cette dernière classification.

Quoiqu'ils soient très différents à un niveau plus détaillé, ces deux systèmes de classification se recourent dans une large mesure au niveau d'agrégation utilisé ici. Les lecteurs trouveront au tableau 3, en annexe, l'emploi selon la CTI pour 1998 et sa correspondance selon le SCIAN pour 1998 et 1999. Ce tableau permet de mesurer le niveau relatif de convergence entre les deux classifications. On constate que, pour nombre de secteurs, l'estimation de l'emploi pour 1998 est très voisine d'une classification à l'autre.

Il demeure néanmoins certains écarts plus prononcés dont il est opportun d'expliquer les principales causes :

- » Dans l'agriculture, les services vétérinaires, les services d'experts agricoles ainsi que les services de recherche en agriculture ont été déplacés, dans le SCIAN, vers les services professionnels, scientifiques et techniques.
- » Dans le secteur manufacturier, la réparation et l'entretien de navires ailleurs que dans un chantier naval ont été déplacés de l'industrie du matériel de transport à celle du transport et de l'entreposage ; l'édition, incluant l'impression et l'édition combinées, a été déplacée de l'industrie de l'imprimerie et édition à celle de l'information et de la culture.
- » L'industrie du transport et de l'entreposage cède à celle de l'exploitation forestière la lutte contre les incendies de forêt à l'aide d'aéronefs ainsi que le transport de grumes en forêt ; elle cède à l'industrie de la construction la réparation de routes, de rues et de ponts.
- » L'industrie des communications cède à celle du transport et de l'entreposage les services postaux ainsi que ceux de messagerie.
- » L'industrie des services publics cède à celle des services administratifs, de soutien et de gestion des déchets l'enlèvement et le transport locaux de déchets ainsi que les services de gestion des déchets.
- » Le commerce de gros a cédé au commerce au détail les magasins qui vendent surtout à des clients autres que des ménages ; il a cédé aux autres services la réparation de camions, autobus, remorques, machinerie commerciale et industrielle.

### La CTI et le SCIAN (suite)

- » L'industrie du commerce de détail a cédé à celle de la fabrication d'aliments les boulangeries commerciales ; elle a cédé au transport et à l'entreposage le remorquage de véhicules automobiles ; les prêteurs sur gage ont été assignés à l'industrie de la finance et des assurances ; la réparation de meubles, d'articles ménagers et de produits de divertissement ainsi que la réparation de véhicules automobiles, motocyclettes et moto-neiges ont été déplacées vers les autres services.
- » L'industrie des finances et assurances a cédé aux administrations publiques l'administration des régimes d'assurance maladie et autres régimes publics d'assurance.
- » L'industrie des services aux entreprises de la CTI se retrouve en grande partie dans celle des services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que des services administratifs, de soutien et de gestion des déchets ; elle a en outre cédé les activités d'éditeurs de logiciels et de bases de données électroniques ainsi que les services de traitement de données à l'industrie de l'information et de la culture ; la réparation d'ordinateurs est allée dans les autres services ; les organismes statistiques publics ont été assignés aux administrations publiques.
- » Les administrations publiques ont laissé à l'industrie du transport et de l'entreposage le contrôle de la circulation aérienne qui relève du secteur public.
- » L'enseignement a vu les bibliothèques quitter pour l'information et la culture ; les musées sont partis vers le secteur des arts, spectacles et loisirs.
- » Les services de divertissements et loisirs ont cédé la reproduction de disques et bandes vidéo en usine à l'industrie de la fabrication de produits informatiques et électroniques ; la production, la postproduction et la distribution de films et vidéos ainsi que les studios d'enregistrement sonore se sont déplacés vers l'industrie de l'information et de la culture.
- » Les autres services ont perdu, au profit des services immobiliers et de location, la location et la location à bail ; l'encaissement de chèques s'est déplacé vers la finance et les assurances ; les agences de voyage, les serruriers, les services de nettoyage de bâtiments et d'entretien de pelouses ont quitté pour les services administratifs, de soutien et autres.
- » Enfin, les services de réparation, qui étaient dispersés dans plusieurs industries de la CTI, ont été dans une large mesure concentrés dans les autres services du SCIAN.

Il ne s'agit là que des principales modifications apportées. Pour plus de détails sur la concordance entre les deux classifications, on peut consulter le manuel du SCIAN publié par Statistique Canada.

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le présent scénario anticipe une croissance moyenne de l'emploi de 1,7 % par année au Québec entre 1999 et 2004. Presque toutes les industries devraient connaître au cours de la période étudiée une croissance de l'emploi, vigoureuse pour certaines, plus modeste pour d'autres.

### Le secteur primaire

La contribution attendue du secteur primaire, qui ne représente que 3 % de l'emploi total, sera à toutes fins utiles nulle. L'emploi devrait demeurer à peu près inchangé en agriculture ainsi que dans l'exploitation forestière. La production agricole continuera de croître et de se diversifier, mais les gains de productivité auront pour conséquence d'en annuler l'effet sur l'emploi. Dans la forêt également, une plus grande mécanisation des opérations freinera l'emploi alors que l'exploitation de la matière ligneuse est proche de sa pleine capacité.

Quant au secteur minier, après les déboires occasionnés par le recul du prix de l'or, des projets de réouvertures de mines en Abitibi-Témiscamingue en 2001 et 2002, la remise en fonction de l'usine de bouletage d'IOC à Sept-Îles et l'exploitation de nouveaux sites de fer à Fermont, alliés à un raffermissement du prix des métaux

usuels, assureront une légère reprise de l'emploi. Là aussi, les gains de productivité du travail sont appréciables et limitent la croissance de l'emploi.

### Le secteur secondaire

Le secteur manufacturier, qui fournit un emploi sur cinq, connaîtra une croissance de l'emploi qui se situera dans la moyenne. Celle-ci reposera davantage sur la fabrication de biens durables, où le rythme de création d'emplois (2,5 % par an) doublera celui des industries de biens non durables.

L'augmentation du revenu personnel disponible favorise, dans l'industrie alimentaire, une plus grande transformation pour la production de mets à plus grande valeur ajoutée (tels que les mets préparés). En outre, la reprise économique observée en Asie favorisera les marchés d'exportation. La croissance de l'emploi du secteur sera dans la moyenne.

L'industrie du caoutchouc et du plastique profite de l'activité dans le secteur de la construction. La hausse attendue de la consommation profitera en outre à l'industrie de l'emballage. Enfin, les composantes de plastique continuent de pénétrer nombre de secteurs, dont celui du matériel de transport. La croissance moyenne prévue de l'emploi de l'industrie est de 2 % par an.

L'industrie des produits textiles bénéficie du dynamisme de l'industrie de la construction tant au Canada qu'aux États-Unis (tapis, rideaux, literie, tissu de mobilier...). Le secteur a connu des investissements en équipement récemment. Il devrait profiter de l'exploitation de nouveaux marchés. La croissance (3 % par an) se concentrerait, pour l'essentiel, au cours des deux premières années.

Le taux de croissance annuel moyen des exportations internationales de vêtements québécois a été de 24 % entre 1992 et 1999. Celles-ci se sont élevées à 1,6 milliard de dollars l'an dernier, ce qui en fait l'un des dix principaux produits d'exportation du Québec. Au cours des quatre premiers mois de cette année, les exportations étaient en hausse de 8,5 % sur celles de 1999. Tandis que l'industrie développe des créneaux intéressants dans le haut de gamme, elle subit la concurrence des produits importés dans le bas de gamme. En outre, avec l'ALENA, certains sont tentés de déplacer des unités de production au Mexique, où les salaires sont plus bas. Pour ces raisons, le scénario entrevoit une stagnation de l'emploi du secteur d'ici 2004.

L'industrie du papier est une industrie pro-cyclique à l'échelle mondiale. Or, les perspectives de croissance pour la planète sont

bonnes pour les années qui viennent. Néanmoins, des mises à pied sont envisagées chez Alliance à Donnacona et des problèmes de productivité menacent l'usine Ford. L'usine Kénogami, d'Abitibi-Consol, prévoit la fermeture d'une machine à papier l'hiver prochain. En outre, la fusion de cette dernière entreprise avec Donohue pourrait occasionner d'autres pertes d'emplois, en particulier à l'usine de papier journal de Port-Alfred. Quant à l'avenir de l'usine de papier journal de Chandler, fermée l'an dernier, il demeure incertain. Pour ces raisons, le scénario envisage une contraction de l'emploi de 1,7 % par an dans cette industrie qui compte certains équipements plutôt vétustes. Avec la mise au rancart des machines les moins productives, la productivité du travail augmente rapidement dans ce secteur.

L'industrie de l'imprimerie et de l'édition est pro-cyclique elle aussi. Elle profite de la hausse des dépenses publicitaires au cours des périodes d'expansion économique. Elle aura cependant à affronter de plus en plus la concurrence des médias électroniques tel Internet. Le créneau de l'impression de formulaires, pour sa part, risque d'être en perte de vitesse avec l'informatisation de ceux-ci. Une croissance comparable à la moyenne est néanmoins attendue dans cette industrie.

Dans l'industrie pharmaceutique et biomédicale, de nouveaux investissements substantiels ont été annoncés chez Merck Frosst. En outre, plusieurs entreprises présentent un fort potentiel de création d'emplois. Par ailleurs l'industrie chimique, à l'exclusion de l'industrie pharmaceutique, est pro-cyclique. Elle devrait donc profiter de la croissance prévue. L'emploi progressera sensiblement au même rythme que l'emploi total.

L'industrie du bois est largement tributaire de l'industrie nord-américaine de la construction. La fin imminente de l'accord sur le bois d'œuvre et la perspective d'une libéralisation des exportations vers les États-Unis pourraient favoriser le secteur. Plusieurs investissements sont en cours ou annoncés, le plus récent en lice étant celui de Céd-Or pour une usine de panneaux gaufrés au Témiscamingue. Les contraintes liées à la disponibilité de la ressource font que l'expansion de l'industrie doit passer par une plus grande transformation et une optimisation de l'utilisation de la ressource. La croissance attendue de l'emploi du secteur est deux fois supérieure à la moyenne (3,3 % par an).

L'industrie du meuble, liée elle aussi à l'industrie nord-américaine de la construction, connaît plusieurs projets d'investissement, entre autres dans Chaudière-

Appalaches, en Estrie et dans Lanaudière. La part des exportations du secteur augmente rapidement depuis le début des années 1990, essentiellement vers les États-Unis. Le rythme de croissance de l'emploi s'approchera de celui de l'industrie du bois (3 % par an).

Dans l'industrie des métaux primaires, Magnola entreprendra sa production de magnésium cette année à Asbestos, avec 350 employés. Pour sa part, Alcan songe à remettre en fonction une usine désaffectée à Beauport et commencera sa production d'aluminium l'an prochain à son usine d'Alma. Toutefois, d'autres usines de la compagnie au Saguenay, en particulier celle de Jonquière, pourraient fermer des salles de cuves. Étant donné la plus grande productivité de la future usine d'Alma, le transfert de la production freinera l'emploi de l'industrie, qui devrait tout au plus se maintenir au cours de la période, en l'absence d'autres projets d'investissement.

L'industrie des produits métalliques est pro-cyclique. Elle fournit des produits pour plusieurs industries, dont des matériaux d'infrastructure pour la construction ou encore des pièces pour l'industrie aéronautique. Des projets d'agrandissement ainsi que de nouveaux investissements ont été annoncés, entre autres dans Lanaudière. Par ailleurs une enquête récente

menée dans Chaudière-Appalaches indiquait que 40 % des établissements du secteur prévoyaient accroître leur effectif au cours des prochaines années. Le scénario prévoit pour ce secteur une croissance de près de 4 % par année.

Les fortes marges de profits des entreprises favoriseront les investissements en machinerie. Ce secteur fait toutefois face à une vive concurrence internationale. La croissance prévue s'approchera de la moyenne.

Dans l'industrie du matériel de transport, une grande incertitude plane quant à l'avenir de l'usine GM de Boisbriand, où à peine plus d'un millier de travailleurs sont encore à l'œuvre, en raison de la désaffectation de la clientèle pour le modèle produit à cette usine. Par contre, l'usine de camions Kenworth a entrepris sa production à la fin de 1999 et pourrait recruter et Novabus a obtenu récemment un gros contrat des sociétés de transport québécoises. D'autre part, Bombardier Matériel de transport, de La Pocatière, a décroché d'importants contrats et le carnet de commandes de Bombardier Aéronautique déborde, obligeant l'entreprise à augmenter la cadence de production. En outre, le Global Express doit entrer bientôt en production et l'entreprise prévoit ajouter à ses produits un jet régional de 90 places. Pour sa part, Bell Helicopter profitera, selon toute

vraisemblance, de la reprise en Asie ainsi que de la hausse des prix pétroliers, qui favorisera une plus grande activité dans l'exploration pétrolière. La croissance de l'emploi de l'industrie devrait dépasser légèrement 2 % par année.

Les expéditions internationales de matériel de télécommunication, déjà de loin le premier produit d'exportation du Québec, ont fait un bond de plus de 50 % au cours des quatre premiers mois de l'année par rapport aux mois correspondants de 1999. La demande pour le matériel de télécommunication et les produits informatiques est très vive. Des investissements importants, impliquant des milliers d'emplois, ont été annoncés, entre autres chez Nortel, dans la région montréalaise et celle d'Ottawa. Lors de la récente enquête menée auprès des entreprises de Chaudière-Appalaches, la moitié de celles du secteur des produits électriques et électroniques prévoyaient accroître leur personnel. La croissance de l'emploi du secteur devrait être au moins deux fois supérieure à la moyenne.

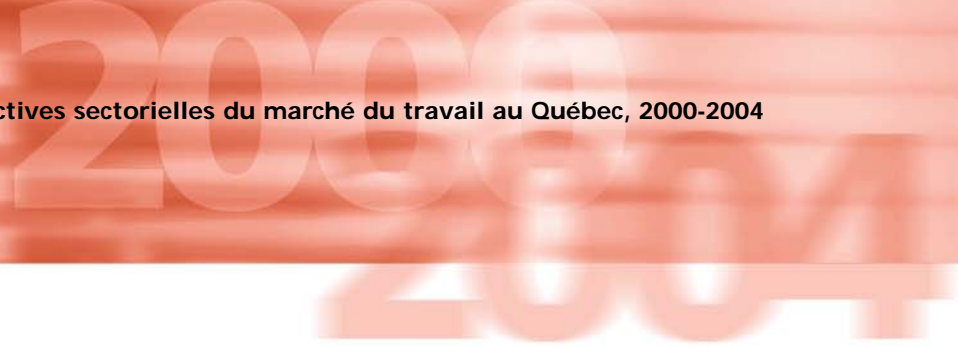
L'industrie des produits minéraux non métalliques est une industrie pro-cyclique, liée à celle de la construction. Néanmoins, la croissance de l'emploi attendue pour ce secteur demeure modeste.

Dans la construction, le chantier de Magnola à Asbestos est terminé

et celui d'Alcan à Alma tire à sa fin. Par contre, Hydro-Québec doit augmenter ses dépenses en capital de 13 % cette année et plusieurs projets de moyenne importance sont en cours ou annoncés. Dans le domaine industriel, soulignons l'agrandissement des établissements de Nortel et Merck Frosst dans l'ouest de l'île de Montréal ainsi que des projets de construction et d'agrandissement d'usines ailleurs au Québec. Dans la seule région de Montréal, des projets pour plus de 8 milliards de dollars ont été annoncés, dont 2,2 milliards de dollars avaient déjà été engagés au printemps. Parmi les principaux, on compte la Cité du multimédia, la Cité du commerce électronique, l'agrandissement du Palais des congrès, la place d'affaire de la Caisse de dépôt et placement, la phase 2 de la Place de l'OACI, les deux méga-hôpitaux universitaires, la Grande Bibliothèque ainsi que des gros travaux d'infrastructure (métro, voies rapides, etc.). L'effectif du secteur devrait croître en moyenne de 2 % par année.

### Le secteur tertiaire

La croissance de l'activité prévue dans les industries de biens durables, alliée à l'augmentation du volume des exportations et des importations, favorisera une expansion de l'industrie du camionnage. Le transport aérien profitera, pour sa part, du revenu disponible



plus grand des consommateurs ainsi que de la meilleure santé financière des entreprises. L'internationalisation croissante de l'économie contribuera elle aussi au développement de cette industrie. La fusion entre Air Canada et Canadien pourrait toutefois occasionner certaines rationalisations. L'emploi du secteur croîtra, selon le scénario, d'environ 1 % par année.

Le potentiel du secteur des télécommunications est considérable. En outre, l'expansion du commerce électronique favorisera celle de la messagerie (il faut bien livrer le produit!). De nombreux centres d'appels se créent ou gonflent leur effectif (quoiqu'ils ne soient pas tous nécessairement classés dans ce secteur, certains pouvant être rattachés à l'industrie de l'entreprise à laquelle ils appartiennent). La productivité du travail augmente rapidement dans le secteur des communications. L'emploi du secteur devrait progresser de 2 % par an.

Dans les services publics, les réductions d'effectif sont terminées chez Hydro-Québec et ceux-ci devraient recommencer à augmenter légèrement. Par ailleurs, l'expansion de la collecte sélective des déchets créera des emplois dans les centres de tri. Le taux de croissance de l'emploi du secteur approchera de la moyenne.

Le commerce est un secteur procyclique. La croissance prévue de l'emploi de l'industrie se rapproche

de la moyenne. Les résultats sont cependant contrastés entre le commerce de détail et le commerce en gros, où l'emploi devrait progresser de 3 % par an, soit trois fois plus rapidement que dans la vente au détail. Le commerce en gros profite entre autres de l'expansion des exportations et des importations. En outre, dans la classification type des industries (CTI), les commerces qui vendent habituellement surtout à d'autres clients que les ménages sont classés dans le commerce en gros. Or, les consommateurs fréquentent de plus en plus ces établissements, tels que les magasins d'ordinateurs ou certains magasins-entrepôts. Le développement des grandes surfaces contribue également à une croissance du secteur sans croissance de l'emploi en augmentant la productivité du travail. Ce secteur sera tout de même soutenu par l'accroissement du revenu disponible des consommateurs.

Le scénario entrevoit une stagnation de l'emploi dans l'industrie des services financiers, des assurances et de l'immobilier. Les fusions et acquisitions ainsi que les rationalisations ne semblent pas terminées dans les services financiers. Les institutions financières réduisent de plus en plus leurs heures d'ouverture et ferment des succursales afin d'inciter leurs clients à se tourner davantage vers les services automatisés. La production par employé, déjà

très élevée dans ce secteur, continue de croître rapidement.

Après le « bogue », on observe une légère pause dans les services informatiques. Celle-ci devrait être de courte durée. Les contrats d'impartition devraient se multiplier. En outre, les nombreux projets de développement informatique mis sur la glace pour accorder la priorité au passage à l'an 2000 devraient bientôt sortir des cartons. Quant aux bureaux d'architectes et d'ingénieurs, il profiteront de la manne découlant des nombreux chantiers de construction en cours ou prévus, en particulier dans la région montréalaise. L'emploi dans les services aux entreprises devrait augmenter près de deux fois plus rapidement que la moyenne.

Les budgets des administrations fédérale et québécoise ont recommencé à croître. Dans le cas du Québec, toutefois, cet argent ira en priorité à la santé et à l'éducation. Par ailleurs, Québec compte inciter de nombreuses petites municipalités à la fusion afin qu'elles soient en mesure d'assumer des responsabilités qu'il assume présentement à leur place, ce qui pourrait créer un certain nombre de postes dans l'administration municipale. Quant aux conséquences des fusions possibles de municipalités plus importantes, elles sont difficiles à déterminer. Le scénario prévoit une croissance

faible de l'emploi dans l'administration publique, de moins de la moitié de la moyenne.

Le secteur de l'enseignement profitera de plusieurs éléments favorables. Les places à cinq dollars créent une augmentation de la demande pour les services de garde en milieu scolaire. Une diminution du nombre d'élèves par classe pour les deux premières années de l'enseignement primaire accroît les besoins. Le nombre de professionnels non enseignants (orthopédagogues, psychoéducateurs, conseillers en orientation...), qui a fondu avec les compressions, pourrait de nouveau augmenter. Le gouvernement a également décidé de réinjecter des fonds dans les universités. Par ailleurs, la population de moins de 25 ans est en décroissance. Celle de moins de cinq ans est en chute libre, les naissances ayant fondu de 25 % entre 1990 et 1999 selon les estimations de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Les réinvestissements dans le secteur devraient permettre une progression de l'emploi légèrement inférieure à la moyenne.

Tout comme le secteur de l'enseignement, celui de la santé et des services sociaux bénéficiera des places à cinq dollars en service de garde pour les enfants d'âge préscolaire (sans doute en partie au détriment de l'activité au noir). La hausse de la demande pour ces

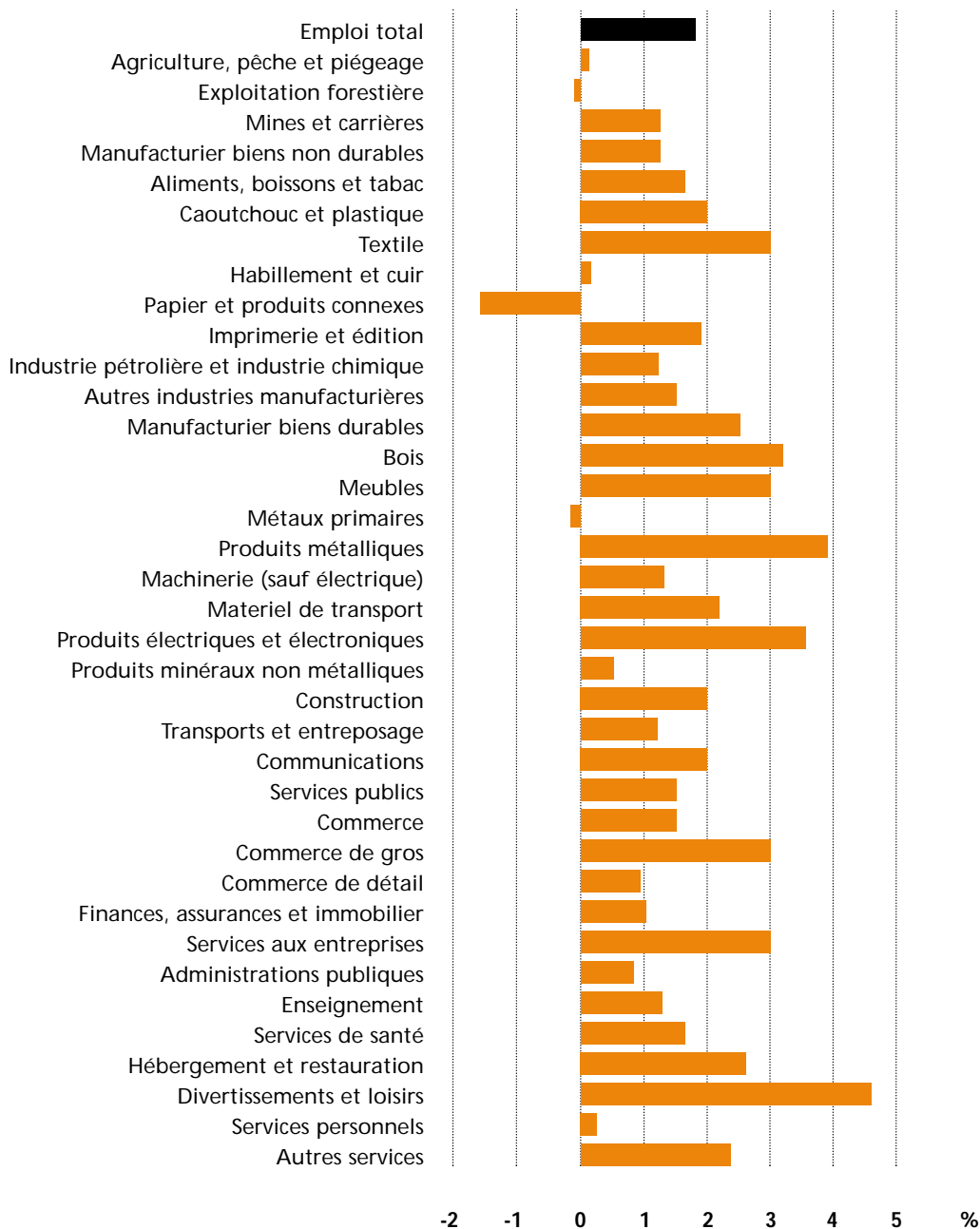
services risque toutefois d'être de courte durée en raison de la chute de la natalité. Par ailleurs, plus de la moitié de la croissance démographique au Québec se fait, selon les chiffres de l'ISQ, dans le groupe d'âge des 75 ans et plus, qui requièrent beaucoup plus de soins que le reste de la population. Le gouvernement québécois vient d'injecter 2,5 milliards de dollars dans la santé et les pressions sur l'administration fédérale sont fortes, partout au Canada, pour qu'elle contribue elle aussi davantage. La croissance moyenne du secteur selon le scénario sera de 1,6 % par année, ce qui est le triple de la croissance démographique observée. Considérant les fortes pressions sociales exercées sur les administrations publiques, il se pourrait que la croissance de l'emploi de ce secteur dépasse celle qui est envisagée dans le présent scénario.

Le secteur de l'hébergement et de la restauration est pro-cyclique. On constate que le tourisme n'a jamais été aussi florissant au Québec. Enfin, la forte création d'emplois ainsi que l'augmentation du revenu disponible des ménages sont des facteurs favorables à l'industrie de la restauration. Cette dernière doit toutefois faire face à la concurrence de plus en plus affirmée de l'industrie des mets préparés. Le scénario entrevoit pour ce secteur une croissance correspondant à une fois et demie la moyenne des secteurs.

L'industrie des divertissements et loisirs est, elle aussi, pro-cyclique et elle bénéficie grandement de la hausse du tourisme. Parmi les éléments favorables à l'industrie, on note la poursuite d'investissements considérables au mont Tremblant, la construction de méga-complexes cinématographiques, qui remplacent les petites salles, une forte activité cinématographique à Montréal ainsi que l'augmentation de la production audiovisuelle visant à satisfaire la demande des nouvelles chaînes de télévision câblées. Le tennis est en baisse, mais le golf est en hausse, conséquence du vieillissement de la population. Parmi les éléments négatifs, plane la menace du départ des Expos. Quant au projet du Technodôme, il semble avoir du plomb dans l'aile. Les divertissements et loisirs sont l'industrie pour laquelle le scénario entrevoit le plus fort taux de croissance, soit près de 5 % par année.

Les services personnels devraient normalement profiter de l'augmentation du revenu disponible des consommateurs. Néanmoins, le scénario n'anticipe pour ainsi dire aucune croissance de l'emploi du secteur au cours des années qui viennent.

**Graphique 21**  
**Variation annuelle moyenne de l'emploi, 1999 à 2004**



Source : Emploi-Québec.

**Tableau 1**  
**Projection des indicateurs du marché du travail pour le Québec, 2000-2004**

|                    | 1989   | 1990   | 1991   | 1992   | 1993   | 1994   | 1995   | 1996   |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Population         | 5393,9 | 5457,4 | 5518,9 | 5577,2 | 5631,5 | 5675,2 | 5720,2 | 5764,3 |
| Var. (ooo)         | 54,7   | 63,5   | 61,5   | 58,3   | 54,3   | 43,7   | 45,0   | 44,1   |
| Var. (%)           | 1,0    | 1,2    | 1,1    | 1,1    | 1,0    | 0,8    | 0,8    | 0,8    |
| Population active  | 3456,0 | 3504,3 | 3507,2 | 3483,4 | 3505,2 | 3537,2 | 3554,5 | 3569,2 |
| Var. (ooo)         | 52,5   | 48,3   | 2,9    | -23,8  | 21,8   | 32,0   | 17,3   | 14,7   |
| Var. (%)           | 1,5    | 1,4    | 0,1    | -0,7   | 0,6    | 0,9    | 0,5    | 0,4    |
| Emploi             | 3123,7 | 3141,4 | 3081,7 | 3041,5 | 3039,9 | 3100,6 | 3147,5 | 3145,9 |
| Var. (ooo)         | 43,1   | 17,7   | -59,7  | -40,2  | -1,6   | 60,7   | 46,9   | -1,6   |
| Var. (%)           | 1,4    | 0,6    | -1,9   | -1,3   | -0,1   | 2,0    | 1,5    | -0,1   |
| Chômeurs           | 332,4  | 362,9  | 425,5  | 441,8  | 465,3  | 436,6  | 406,9  | 423,3  |
| Var. (ooo)         | 9,5    | 30,5   | 62,6   | 16,3   | 23,5   | -28,7  | -29,7  | 16,4   |
| Var. (%)           | 2,9    | 9,2    | 17,2   | 3,8    | 5,3    | -6,2   | -6,8   | 4,0    |
| Taux d'activité    | 64,1   | 64,2   | 63,5   | 62,5   | 62,2   | 62,3   | 62,1   | 61,9   |
| Var. (points de %) | 0,3    | 0,1    | -0,7   | -1,1   | -0,2   | 0,1    | -0,2   | -0,2   |
| Taux de chômage    | 9,6    | 10,4   | 12,1   | 12,7   | 13,3   | 12,3   | 11,4   | 11,9   |
| Var. (points de %) | 0,1    | 0,7    | 1,8    | 0,5    | 0,6    | -0,9   | -0,9   | 0,4    |
| Taux d'emploi      | 57,9   | 57,6   | 55,8   | 54,5   | 54,0   | 54,6   | 55,0   | 54,6   |
| Var. (points de %) | 0,2    | -0,4   | -1,7   | -1,3   | -0,6   | 0,7    | 0,4    | -0,5   |

p : prévisions.

Var. : variation.

Sources : données historiques, Statistique Canada; prévisions pour 2000 à 2004, Emploi-Québec.

1. tcam : taux de croissance annuel moyen.

Date : 30 mai 2000

**Tableau 2**  
**Projection des indicateurs du marché du travail pour les personnes de 15 à 64 ans au Québec, 2000-2004**

|                    | 1989   | 1990   | 1991   | 1992   | 1993   | 1994   | 1995   | 1996   |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Population         | 4723,4 | 4763,2 | 4800,1 | 4840,4 | 4878,0 | 4907,4 | 4936,9 | 4965,0 |
| Var. (ooo)         | 32,3   | 39,8   | 36,9   | 40,3   | 37,6   | 29,4   | 29,5   | 28,1   |
| Var. (%)           | 0,7    | 0,8    | 0,8    | 0,8    | 0,8    | 0,6    | 0,6    | 0,6    |
| Population active  | 3415,8 | 3470,6 | 3476,8 | 3446,8 | 3471,6 | 3505,3 | 3524,8 | 3534,7 |
| Var. (ooo)         | 49,4   | 54,8   | 6,2    | -30,0  | 24,8   | 33,7   | 19,5   | 9,9    |
| Var. (%)           | 1,5    | 1,6    | 0,2    | -0,9   | 0,7    | 1,0    | 0,6    | 0,3    |
| Emploi             | 3083,8 | 3108,0 | 3052,9 | 3007,4 | 3009,7 | 3070,9 | 3119,8 | 3113,4 |
| Var. (ooo)         | 39,9   | 24,2   | -55,1  | -45,5  | 2,3    | 61,2   | 48,9   | -6,4   |
| Var. (%)           | 1,3    | 0,8    | -1,8   | -1,5   | 0,1    | 2,0    | 1,6    | -0,2   |
| Chômeurs           | 332,0  | 362,6  | 423,9  | 439,4  | 462,0  | 434,4  | 404,9  | 421,4  |
| Var. (ooo)         | 9,5    | 30,6   | 61,3   | 15,5   | 22,6   | -27,6  | -29,5  | 16,5   |
| Var. (%)           | 2,9    | 9,2    | 16,9   | 3,7    | 5,1    | -6,0   | -6,8   | 4,1    |
| Taux d'activité    | 72,3   | 72,9   | 72,4   | 71,2   | 71,2   | 71,4   | 71,4   | 71,2   |
| Var. (points de %) | 0,5    | 0,6    | -0,5   | -1,2   | 0,0    | 0,2    | 0,0    | -0,2   |
| Taux de chômage    | 9,7    | 10,4   | 12,2   | 12,7   | 13,3   | 12,4   | 11,5   | 11,9   |
| Var. (points de %) | 0,1    | 0,7    | 1,8    | 0,5    | 0,6    | -0,9   | -0,9   | 0,4    |
| Taux d'emploi      | 65,3   | 65,3   | 63,6   | 62,1   | 61,7   | 62,6   | 63,2   | 62,7   |
| Var. (points de %) | 0,4    | 0,0    | -1,7   | -1,5   | -0,4   | 0,9    | 0,6    | -0,5   |

p : prévisions.

Var. : variation.

Sources : données historiques, Statistique Canada; prévisions pour 2000 à 2004, Emploi-Québec.

1. tcam : taux de croissance annuel moyen.

Date : 30 mai 2000

| 1997   | 1998   | 1999   | 2000p  | 2001p  | 2002p  | 2003p  | 2004p  | tcam <sup>1</sup> 99-04 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------------|
| 5807,3 | 5849,7 | 5893,3 | 5934,0 | 5974,2 | 6012,4 | 6050,6 | 6092,0 |                         |
| 43,0   | 42,4   | 43,6   | 40,7   | 40,2   | 38,2   | 38,2   | 41,4   |                         |
| 0,7    | 0,7    | 0,7    | 0,7    | 0,7    | 0,6    | 0,6    | 0,7    | 0,7                     |
| 3606,2 | 3660,2 | 3701,6 | 3764,2 | 3810,2 | 3849,4 | 3888,3 | 3924,9 |                         |
| 37,0   | 54,0   | 41,4   | 62,5   | 46,0   | 39,2   | 38,9   | 36,6   |                         |
| 1,0    | 1,5    | 1,1    | 1,7    | 1,2    | 1,0    | 1,0    | 0,9    | 1,2                     |
| 3195,1 | 3281,5 | 3357,4 | 3446,0 | 3513,0 | 3561,0 | 3603,9 | 3643,9 |                         |
| 49,2   | 86,4   | 75,9   | 88,6   | 67,0   | 48,0   | 42,9   | 40,0   |                         |
| 1,6    | 2,7    | 2,3    | 2,6    | 1,9    | 1,4    | 1,2    | 1,1    | 1,7                     |
| 411,1  | 378,7  | 344,2  | 318,1  | 297,2  | 288,4  | 284,4  | 281,0  |                         |
| -12,2  | -32,4  | -34,5  | -26,1  | -21,0  | -8,7   | -4,0   | -3,4   |                         |
| -2,9   | -7,9   | -9,1   | -7,6   | -6,6   | -2,9   | -1,4   | -1,2   | -4,0                    |
| 62,1   | 62,6   | 62,8   | 63,4   | 63,8   | 64,0   | 64,3   | 64,4   |                         |
| 0,2    | 0,5    | 0,2    | 0,6    | 0,3    | 0,2    | 0,2    | 0,2    |                         |
| 11,4   | 10,3   | 9,3    | 8,5    | 7,8    | 7,5    | 7,3    | 7,2    |                         |
| -0,5   | -1,1   | -1,0   | -0,8   | -0,7   | -0,3   | -0,2   | -0,2   |                         |
| 55,0   | 56,1   | 57,0   | 58,1   | 58,8   | 59,2   | 59,6   | 59,8   |                         |
| 0,4    | 1,1    | 0,9    | 1,1    | 0,7    | 0,4    | 0,3    | 0,3    |                         |

| 1997   | 1998   | 1999   | 2000p  | 2001p  | 2002p  | 2003p  | 2004p  | tcam <sup>1</sup> 99-04 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------------|
| 4987,8 | 5011,2 | 5038,0 | 5061,9 | 5085,3 | 5108,3 | 5129,9 | 5152,5 |                         |
| 22,8   | 23,4   | 26,8   | 23,9   | 23,4   | 23,0   | 21,6   | 22,6   |                         |
| 0,5    | 0,5    | 0,5    | 0,5    | 0,5    | 0,5    | 0,4    | 0,4    | 0,5                     |
| 3567,1 | 3618,8 | 3668,8 | 3730,5 | 3776,0 | 3814,8 | 3853,3 | 3889,5 |                         |
| 32,4   | 51,7   | 50,0   | 61,7   | 45,4   | 38,8   | 38,5   | 36,2   |                         |
| 0,9    | 1,4    | 1,4    | 1,7    | 1,2    | 1,0    | 1,0    | 0,9    | 1,2                     |
| 3157,6 | 3241,4 | 3325,6 | 3413,3 | 3479,6 | 3527,2 | 3569,7 | 3609,3 |                         |
| 44,2   | 83,8   | 84,2   | 87,7   | 66,3   | 47,5   | 42,5   | 39,6   |                         |
| 1,4    | 2,7    | 2,6    | 2,6    | 1,9    | 1,4    | 1,2    | 1,1    | 1,7                     |
| 409,5  | 377,4  | 343,2  | 317,2  | 296,3  | 287,6  | 283,6  | 280,2  |                         |
| -11,9  | -32,1  | -34,2  | -26,0  | -20,9  | -8,7   | -4,0   | -3,4   |                         |
| -2,8   | -7,8   | -9,1   | -7,6   | -6,6   | -2,9   | -1,4   | -1,2   | -4,0                    |
| 71,5   | 72,2   | 72,8   | 73,7   | 74,3   | 74,7   | 75,1   | 75,5   |                         |
| 0,3    | 0,7    | 0,6    | 0,9    | 0,6    | 0,4    | 0,4    | 0,4    |                         |
| 11,5   | 10,4   | 9,4    | 8,5    | 7,8    | 7,5    | 7,4    | 7,2    |                         |
| -0,4   | -1,1   | -1,0   | -0,9   | -0,7   | -0,3   | -0,2   | -0,2   |                         |
| 63,3   | 64,7   | 66,0   | 67,4   | 68,4   | 69,0   | 69,6   | 70,0   |                         |
| 0,6    | 1,4    | 1,3    | 1,4    | 1,0    | 0,6    | 0,5    | 0,5    |                         |

**Tableau 3**

| Emploi selon l'industrie (CTI80)            | 1998   | Emploi selon l'industrie (SCIAN)                                             | 1998    | 1999    |
|---------------------------------------------|--------|------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|
| Ensemble des industries                     | 3281,5 | Ensemble des industries                                                      | 3 281,6 | 3 357,4 |
| Agriculture, pêche et piégeage              | 74,2   | Agriculture, pêche et piégeage                                               | 70,2    | 65,0    |
| Exploitation forestière                     | 23,4   | Foresterie et exploitation forestière                                        | 25,0    | 23,4    |
| Mines et carrières                          | 16,5   | Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz                        | 19,1    | 11,8    |
| Manufacturier                               | 637,3  | Fabrication                                                                  | 609,1   | 640,7   |
| Manufacturier biens non durables            | 349,1  | Biens non durables                                                           | 323,0   | 334,0   |
| Aliments, boissons et tabac                 | 64,9   | Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac                  | 63,4    | 72,3    |
| Caoutchouc et plastique                     | 30,0   | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique                        | 31,4    | 33,4    |
| Textile                                     | 30,6   | Usines de textiles et de produits textiles                                   | 29,8    | 24,0    |
| Habillement et cuir                         | 80,9   | Fabrication de vêtements, de produits en cuir et de produits analogues       | 76,9    | 76,5    |
| Papier et produits connexes                 | 36,7   | Fabrication du papier                                                        | 36,0    | 37,4    |
| Imprimerie et édition                       | 45,4   | Impression et activités connexes de soutien                                  | 29,9    | 33,8    |
| Industries pétrolière et industrie chimique | 32,8   | Fabrication de produits du pétrole, du charbon et de produits chimiques      | 31,4    | 32,4    |
| Autres industries manufacturières           | 27,9   | Activités diverses de fabrication                                            | 24,2    | 24,4    |
| Manufacturier biens durables                | 288,2  | Biens durables                                                               | 286,1   | 306,7   |
| Bois                                        | 54,0   | Fabrication de produits en bois                                              | 45,7    | 49,5    |
| Meubles                                     | 30,0   | Fabrication de meubles et de produits connexes                               | 35,7    | 33,9    |
| Métaux primaires                            | 31,3   | Première transformation des métaux                                           | 32,7    | 34,3    |
| Produits métalliques                        | 43,6   | Fabrication de produits métalliques                                          | 41,1    | 35,1    |
| Machinerie (sauf électrique)                | 18,5   | Fabrication de machines                                                      | 23,6    | 22,6    |
| Matériel de transport                       | 58,5   | Fabrication de matériel de transport                                         | 54,2    | 61,0    |
| Produits électriques et électroniques       | 41,8   | Fabrication de produits informatiques et électroniques                       | 28,7    | 36,4    |
|                                             |        | Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques            | 13,7    | 18,2    |
| Produits minéraux non métalliques           | 10,4   | Fabrication de produits minéraux non métalliques                             | 10,7    | 15,7    |
| Construction                                | 125,8  | Construction                                                                 | 122,9   | 132,7   |
| Transport et entreposage                    | 137,3  | Transport et entreposage                                                     | 159,8   | 162,8   |
| Communications                              | 80,2   |                                                                              |         |         |
| Services publics                            | 34,4   | Services publics                                                             | 30,4    | 26,6    |
| Commerce                                    | 549,6  | Commerce                                                                     | 503,9   | 518,3   |
| Commerce en gros                            | 152,2  | Commerce en gros                                                             | 107,6   | 127,3   |
| Commerce de détail                          | 397,5  | Commerce de détail                                                           | 396,3   | 390,9   |
| Finance, assurances et immobilier           | 167,9  | Finance, assurances, immobilier et location                                  | 180,9   | 176,6   |
| Services aux entreprises                    | 234,6  | Services professionnels, scientifiques et techniques                         | 184,3   | 196,1   |
|                                             |        | Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien | 101,9   | 103,0   |
| Administrations publiques                   | 195,8  | Administrations publiques                                                    | 198,2   | 200,8   |
| Enseignement                                | 235,9  | Services d'enseignement                                                      | 229,2   | 233,4   |
| Services de santé                           | 316,5  | Soins de santé et assistance sociale                                         | 330,7   | 347,7   |
| Divertissements et loisirs                  | 51,1   | Information, culture et loisirs                                              | 135,8   | 142,7   |
| Hébergement et restauration                 | 205,2  | Hébergement et restauration                                                  | 206,7   | 197,0   |
| Services personnels                         | 78,6   |                                                                              |         |         |
| Autres services                             | 117,2  | Autres services                                                              | 173,6   | 178,9   |

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

## Liste des graphiques

|              |                                                                                          |    |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Graphique 1  | Croissance moyenne du PIB réel des pays de l'OCDE, 1993 à 2005 .....                     | 9  |
| Graphique 2  | Taux de chômage dans la zone de l'OCDE, 1993 à 2005 .....                                | 10 |
| Graphique 3  | Croissance annuelle du PIB réel des États-Unis, 1993 à 2005 .....                        | 11 |
| Graphique 4  | Croissance annuelle du PIB réel du Canada, 1993 à 2005 .....                             | 12 |
| Graphique 5  | Solde financier des administrations canadiennes en pourcentage du PIB, 1993 à 2005 ..... | 13 |
| Graphique 6  | Taux de variation de l'emploi au Canada, 1993 à 2001 .....                               | 14 |
| Graphique 7  | Taux de chômage canadien, 1993 à 2005 .....                                              | 15 |
| Graphique 8  | Variation du PIB réel québécois, de 1993 à 2004 .....                                    | 16 |
| Graphique 9  | Variation de l'emploi au Québec, 1989 à 1999 .....                                       | 17 |
| Graphique 10 | Taux d'emploi au Québec, 1989 à 1999 .....                                               | 17 |
| Graphique 11 | Variation de la population active au Québec, 1989 à 1999 .....                           | 18 |
| Graphique 12 | Taux d'activité au Québec, 1989 à 1999 .....                                             | 18 |
| Graphique 13 | Variation du chômage au Québec, 1989 à 1999 .....                                        | 19 |
| Graphique 14 | Taux de chômage au Québec, 1989 à 1999 .....                                             | 19 |
| Graphique 15 | Croissance démographique au Québec, 2000 à 2004 .....                                    | 20 |
| Graphique 16 | Variation annuelle de l'emploi, 1999 à 2004 .....                                        | 20 |
| Graphique 17 | Taux d'emploi, 1999 à 2004 .....                                                         | 21 |
| Graphique 18 | Taux d'activité, 1999 à 2004 .....                                                       | 22 |
| Graphique 19 | Chômage québécois, 1976 à 2004 .....                                                     | 22 |
| Graphique 20 | Taux de chômage, 1999 à 2004 .....                                                       | 23 |
| Graphique 21 | Variation annuelle moyenne de l'emploi, 1999 à 2004 .....                                | 31 |

## Bibliographie

---

- BUREAU OF LABOUR STATISTICS,  
« Labour Force Statistics from the Current Population Survey », extraction 7 juillet 2000, 17 pages.
- CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC,  
*Cycles et tendances*, juin 2000, 28 pages.
- CONFERENCE BOARD OF CANADA,  
Long-Term Provincial Service, Data and Tables, 2000 Edition, 13 janvier 2000.
- CONFERENCE BOARD OF CANADA,  
*Provincial Outlook*, Economic Forecast, printemps 2000, vol. 15 n° 2, 54 pages.
- FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL,  
*World Economic Outlook*, mai 2000, 342 pages.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC,  
*Produit intérieur brut aux prix de 1992, Québec, 1992-1998*, 2 pages.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC,  
*Produit intérieur brut selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, aux prix de 1992, Québec, 1997-2000*, 1 page.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC,  
*Exportations des principaux produits, en dollars courants, Québec, avril 2000*, extraction 13 juillet 2000, 1 page.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES,  
*Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 66, décembre 1999, 282 pages.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES,  
*Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 67, version préliminaire, mai 2000, 210 pages.
- STATISTIQUE CANADA,  
*Enquête sur la population active*, série chronologique 1976-1999 sur disque optique compact.
- STATISTIQUE CANADA,  
Guide de l'*Enquête sur la population active*, janvier 2000, 37 pages.
- STATISTIQUE CANADA,  
*Les estimations de la population active selon le sexe, Québec, moyennes annuelles 1946-1995*, révision 1991.
- STATISTIQUE CANADA,  
*Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 1997*, mars 1998, 953 pages.
- U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE,  
*Gross Domestic Product: First Quarter 2000 (final); Corporate Profits: First Quarter 2000 (revised)*, Bureau of Economic Analysis, 29 juin 2000, 12 pages.

---

Cette publication a été réalisée par la Direction de la planification  
et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec

Recherche et rédaction : André Grenier

Travaux d'économétrie : Le Conference Board du Canada et Lassad Damak

Conception graphique : Agence Code

Préresse et impression : Imprimerie Houston

© Gouvernement du Québec  
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2000  
ISBN 2-550-36529-1